

Une nouvelle approche de la croissance française de l'après-guerre : l'analyse en sections productives

Hugues Bertrand
chargé de mission
à la Direction de la prévision

Statistiques et études financières n°35, 1978

Présentation

De nombreux économistes sont d'avis que la crise économique actuelle ne trouve pas son explication dans la seule augmentation brutale du prix du pétrole en 1974.

Cette dernière est intervenue à un moment où, dans les grands pays industrialisés occidentaux, des modifications structurelles importantes étaient apparues depuis plusieurs années et allaient s'amplifiant. La principale d'entre elles portait sur la mise en valeur du capital. De 1965 environ à 1973, sa productivité (valeur ajoutée divisée par le stock du capital) diminuait à un rythme qui ne pouvait pas se prolonger sans qu'on assiste à une diminution des investissements annuels et à des faillites ou concentrations d'entreprises parmi celles qui étaient le plus endettées. Cause suivant les uns, effet suivant les autres, de cette situation, l'accélération de l'inflation masquait quelque peu le phénomène.

Secteurs par secteurs, la situation était, bien entendu, différente suivant les pays. Mais il faut prendre garde aux indicateurs choisis puisque ce qui importe principalement dans cette analyse c'est l'évolution de la productivité du capital qui peut, tout au moins pendant un certain temps, être mauvaise sans avoir de répercussion sur les investissements, l'emploi ou la production du secteur. De plus, par exemple, l'avenir d'un secteur qui produit des biens pour la demande finale peut, dans certains cas, être perturbé par la situation de secteurs amont qui lui fournissent des biens intermédiaires et avec lesquels il se trouve plus ou moins lié.

C'est la constatation de la dégradation de la productivité du capital, jointe au fait que ses travaux antérieurs sur les secteurs n'aboutissaient pas, selon lui, à une vue satisfaisante de l'évolution économique à moyen terme en France, qui a conduit Hugues Bertrand à expérimenter la vieille séparation en « sections » préconisée et utilisée par K. Marx, en y apportant des simplifications théoriques et pratiques qui la rendaient maniable.

Dans cette nomenclature, la section 1 (grande section S_1 suivant la terminologie de Hugues Bertrand) produit des biens d'équipement et la section 2 (S_2) des biens de consommation ou des services finals. Mais la section 1 englobe aussi la partie des activités amont auprès desquelles cette section acquiert des consommations intermédiaires (exemple : part de l'acier incorporé dans une machine-outil). Il en est de même naturellement pour la section 2 (on considère dans cette présentation qu'il n'y a ni administrations, ni institutions financières qui constitueraient d'autres sections, comme par exemple la section S_2 bis proposée par Hugues Bertrand).

Si l'économie est une économie fermée, la section 1 prise dans son ensemble n'a de débouchés qu'elle-même pour ses propres biens d'équipement et la section 2. Dans son ensemble, ses profits ne peuvent provenir que de la section 2. Quant à la section 2, les consommateurs sont ses seuls acheteurs et c'est seulement en leur vendant qu'elle peut tirer des profits. Il y a donc nécessairement des liens entre les profits des

deux sections qui dépendent de l'évolution non seulement de leurs productions mais de leurs transformations technologiques avec leurs conséquences sur les investissements, la productivité du travail... et, d'une façon plus générale, des coûts de production et des prix relatifs des biens d'équipement et des biens de consommation.

Le problème est beaucoup plus compliqué lorsqu'il s'agit d'une économie ouverte sur le monde extérieur. De nombreux débats ont eu lieu à ce propos. Hugues Bertrand a eu l'idée de définir une section 3 (S_3) uniquement exportatrice (aussi bien de biens d'équipement que de biens de consommation) et qu'il traite comme les sections 1 et 2, c'est-à-dire en y comprenant les activités amont.

Il analyse, de 1950 à 1974, les principales caractéristiques de ces sections et de leurs évolutions ainsi que des sections qu'il appelle \bar{S}_1 et \bar{S}_2 définies comme suit. En posant l'hypothèse — à peu près vérifiée en moyenne période — que les importations sont égales aux exportations, il décompose S_3 en deux parties proportionnellement à la part des biens importés qui sont des biens d'équipement ou qui sont des consommations intermédiaires de S_1 et à l'autre part qui sont des biens de consommation ou services finals ou qui sont des consommations intermédiaires de S_2 . Il ajoute à S_1 et à S_2 les parts respectives de S_3 trouvées pour construire \bar{S}_1 et \bar{S}_2 .

A l'aide des tableaux entrées et sorties sans contenu en importation et des tableaux de contenus en importation, les calculs, relativement longs, peuvent être effectués. La précision des résultats dépend d'abord de celle des tableaux utilisés, des difficultés apportées par les changements de base et de l'absence de tableaux de contenu d'importation pour toutes les années. Il est peu probable que les règles de proportionnalité admises, pour la décomposition des branches notamment, apportent des erreurs supérieures aux limites de précision des statistiques de base, sauf sans doute pour la répartition faite des commerces.

Il faut remarquer que si la définition de \bar{S}_1 et \bar{S}_2 se justifie en grande partie, pour les raisons invoquées dans son article par Hugues Bertrand, il n'empêche que ces sections sont fictives et représentent des abstractions. Cependant, les conclusions tirées de l'évolution de \bar{S}_1 et de \bar{S}_2 sont très voisines de celles auxquelles on aboutit par l'observation de S_1 , de S_2 et de S_3 qui sont bien toutes trois des regroupements du système productif français tel qu'il est décrit dans les tableaux entrées-sorties.

La division de l'économie en sections, pratiquée par Hugues Bertrand, est la première qui ait été effectuée en France en longue période et même, à notre connaissance, à l'étranger. Il s'agit donc d'un travail nouveau — intéressant par sa nouveauté même — qui a très largement les caractéristiques d'une recherche.

Beaucoup des phénomènes que trouve Hugues Bertrand sont bien connus et ont été mis en évidence depuis longtemps. Mais il leur donne un éclairage différent qui conduit à discussion.

En séparant, brutalement, la partie de l'activité économique qui concourt à la fabrication des biens d'équipement et qui va de l'agriculture, des mines, des industries de transformation, des services aux entreprises... aux industries même d'équipement, de la partie qui permet d'aboutir aux biens et services de consommation finale, on peut mettre en relief des évolutions différentes d'effectifs employés, de productivité, de besoins de capital fixe, de rentabilité, etc...

Il est intéressant de noter par exemple, la croissance très caractéristique des effectifs employés dans S_1 , ou dans \bar{S}_1 (jusqu'à ces toutes dernières années). En regard, la diminution des effectifs (départ des agriculteurs non complètement compensé par l'accroissement du personnel dans les services et les commerces) de S_2 ou de \bar{S}_2 montre l'importance que l'élaboration des biens d'équipement a progressivement prise en France. La croissance des effectifs de la section exportatrice S_3 est un bon indicateur de l'ouverture bien connue de la France sur l'extérieur à partir de 1967-1968.

De plus, la production de S_2 croît rapidement et devient de plus en plus capitalistique avec le temps : ceci assure un bon débouché à S_1 . Il en est de même à partir de 1967 de S_3 qui relaie partiellement S_2 pour S_1 . Enfin, on constate un abaissement de la productivité du capital avant le milieu des années 60 pour \bar{S}_2 et au début des années 70 pour \bar{S}_1 , ce qui est conforme, aux dates près, à ce qui était noté dans notre remarque introductive. La régularité relative de la plupart des courbes que l'on observe jusqu'en 1967 environ laisse place ensuite à des irrégularités et des retournements tendanciels qui font facilement admettre que des modifications structurelles importantes ont lieu et que les ajustements se font de plus en plus de manière délicate.

Les conclusions tirées, qui, comme il est de règle dans cette revue, n'engagent que la responsabilité de leur auteur, paraîtront parfois au lecteur, trop liées à une grille particulière d'analyse théorique et conceptuelle, ou trop schématiques à certains égards.

L'étude se limite notamment aux problèmes matériels et de répartition primaire dans l'espace restreint du domaine productif français lié à l'étranger par le seul biais des échanges de biens et services. La complexité de l'économie moderne très internationalisée et où les systèmes financier et monétaire jouent un rôle considérable est telle que des résultats partiels doivent être interprétés avec beaucoup de précaution et de manière nuancée.

La richesse et l'originalité de l'étude de Hugues Bertrand justifient que la rédaction de la revue *Statistiques et Etudes financières* la publie à son stade actuel d'élaboration pour susciter observations critiques et réflexions.

La Rédaction

L'objet de l'analyse en sections productives

Depuis plusieurs années, l'analyse du système productif prend une place croissante dans les études économiques, comme dans les préoccupations des pouvoirs publics. Il faut voir deux origines à ce phénomène. Tout d'abord, il paraît malaisé d'expliquer les difficultés économiques actuelles, la récession prolongée, la poursuite du chômage et de l'inflation, sans sortir des simples schémas macroéconomiques, classiques ou non, et pénétrer plus profondément dans la compréhension du système productif et de son évolution. De plus, l'accentuation de la concurrence internationale, l'âpreté et la transformation des rapports économiques entre les principales économies occidentales, l'interpénétration de plus en plus contraignante des appareils de production, obligent administrations et décideurs concernés à améliorer leur connaissance des structures productives, dans leur dimension sectorielle ou globale, nationale et internationale.

Il est toujours possible, et tentant, de s'en tenir à des analyses détaillées, relativement isolées, de la position et de l'évolution des diverses branches d'activité. Cela n'est suffisant cependant, ni pour améliorer la compréhension des difficultés actuelles, ni pour asseoir d'une manière plus fondée, c'est-à-dire plus large, les décisions économiques, globales et sectorielles, de la puissance publique. Or, même si les efforts, en particulier ceux menés à l'Insée, ont permis d'avancer dans cette voie, il subsiste des lacunes statistiques et théoriques considérables, essentielles. Il n'existe, en vérité, pas d'outil permettant d'établir un lien entre dynamique d'ensemble et dynamique sectorielle, de fonder la dimension macroéconomique des évolutions de branches, et vice-versa.

L'étude qui suit propose et utilise une méthode d'analyse originale, en « sections productives », pour essayer de combler certaines de ces lacunes. A l'inverse des découpages habituels, elle regroupe les activités selon des critères directement macroéconomiques : leur place dans l'accumulation du capital ou la consommation globale. Ce mode d'approche présente l'intérêt de faire apparaître des phases très nettes dans la croissance et l'accumulation d'une part, dans les rapports avec les pays étrangers d'autre part.

Cette périodisation permet de proposer certains schémas interprétatifs des transformations et des difficultés économiques passées ou plus récentes. Elle incite également à une réflexion sur les conséquences variables des divers instruments de la politique économique et donc sur leur mode d'utilisation selon les caractéristiques de la phase dans laquelle ils s'inscrivent.

La Comptabilité nationale française, de même que les instruments conceptuels d'analyse usuels, proposent deux types de découpage :

le premier, en branches, regroupe des établissements ayant la même activité économique, c'est-à-dire fabricant le même « produit ». Ce mode d'analyse, limité jusqu'à présent à des « équilibres ressources - emplois », présente l'avantage, séduisant, d'être à la croisée de nombreux chemins : distinction selon l'usage économique (et donc les usagers : c'est l'objet du tableau d'échanges interindustriels) ; premiers pas vers la notion de filière technico-économique de production ; lien avec les modalités de fractionnement du capital à travers la notion d'établissement. Il s'agit cependant d'un concept intermédiaire, de ce fait pas toujours utilisable directement en tant que tel : une étude approfondie exige de pousser effectivement dans l'une de ces directions ;

le regroupement en secteurs d'entreprises exerçant une même activité « dominante » semble lever une ambiguïté en transformant le concept de branche dans la troisième direction : fractions de capital se mettant en valeur de manière autonome sous la forme juridique d'entreprises. Il présente cependant de lourds inconvénients. Il ne rend pas compte de l'hétérogénéité des conditions de mise en valeur du capital, ce qui restreint singulièrement son intérêt opératoire. Il souffre des mouvements profonds affectant aujourd'hui les formes d'organisation et de centralisation du capital. La diversification rapide des activités des firmes, l'accélération de la concentration financière et la constitution de groupes nationaux ou « transnationaux » réduisent la portée du concept ainsi défini.

Les incertitudes de plus en plus nettes du regroupement en secteurs, particulièrement en secteurs fins, les difficultés d'utilisation de la notion intermédiaire de branche, l'exigence cependant d'études macroéconomiques structurelles, ont conduit à construire ces dernières années une nomenclature en onze postes, assez judicieusement élaborée :

Agriculture	Energie
Industries agricoles et alimentaires	Transports-télécommunications
Industries de consommation	Service du logement
Industries intermédiaires	Autres services
Industries d'équipement	Commerces
Bâtiment et travaux publics	

Cette nomenclature présente de grandes qualités et a déjà permis une avancée importante. Elle demeure néanmoins, par ses modalités de construction, principalement microéconomique, et ne permet pas de distinguer les activités selon leur fonction d'ensem-

ble : les « biens intermédiaires » n'en sont pas tous, ceux d'équipement peuvent être immobilisés dans les usines, mais aussi consommés dans les foyers, les « biens de consommation » peuvent être intermédiaires, tandis que les services et les commerces ne sont pas distingués selon les agents concernés (ménages ou entreprises).

A l'inverse du découpage en secteurs ou en branches, l'objet de l'analyse en sections productives est directement macroéconomique. Elle se propose, en effet, de regrouper les activités économiques selon leur fonction dans la reproduction économique d'ensemble : consommation des diverses couches de salariés et de producteurs d'une part ; reproduction et accumulation des biens de production d'autre part. Une partie de la dépense de travail est, en effet, consacrée à sa propre reproduction, simple ou différenciée ; une autre partie, revenant aux détenteurs des moyens de production, est, soit consommée, soit accumulée et devient du capital devant être mis en valeur dans le processus productif. L'objet de la division en sections est précisément de constater et de comprendre à l'intérieur de la sphère productive elle-même cette différence fondamentale dans le fonctionnement économique d'ensemble qui n'est généralement perçue qu'au sortir de la sphère productive, au niveau de la répartition des revenus (salaires, profits) ou du produit national (consommation, investissement). Ce n'est pas l'étude microéconomique de la reproduction du capital fractionné et autonome du découpage sectoriel, ni l'analyse, quelque peu ambiguë, du champ technologique de la production de biens d'usage comme le voudrait la classification en branches. La classification en sections étudie d'emblée le capital social et non le capital fractionné, les conditions de sa reproduction et de son développement dans un champ qui est celui des relations capital-travail d'ensemble quantifiées en particulier par des transmissions de valeur.

Il ne s'agit pas ici au demeurant de privilégier l'une des approches par rapport à l'autre mais de souligner que, leur objet n'étant pas le même, l'une ne remplace pas l'autre : on ne saurait en particulier, sans errer gravement, utiliser les résultats des analyses sectorielles ou de branches, comme s'il s'agissait d'analyses sectionnelles, comme certains le font parfois. On ne saurait, à l'inverse, raisonner sur les sections comme s'il s'agissait de centres de mise en valeur du capital, leur attribuer en particulier des comportements autonomes, ou les utiliser comme des branches, lieux d'homogénéisation, à travers la concurrence, des conditions de production : aucun de ces mécanismes microéconomiques ne saurait être analysé en sections.

La construction de l'outil

Du concept à l'outil

Le principe général d'affectation des activités productives selon leur place dans la reproduction économique d'ensemble, tel qu'il est énoncé ci-dessus, est relativement aisé à saisir : son utilisation pratique est inévitablement plus délicate et ardue, peut laisser place à de sérieuses difficultés et impliquer des choix de construction. Ce sont ces choix qui sont explicités ci-dessous.

D'une manière générale, ils concernent la délimitation des frontières. Celles avec l'étranger bien sûr puisqu'une partie importante et croissante de la reproduction économique s'internationalise : il est donc indispensable, inévitable, de définir un mode précis de prise en compte des relations avec l'extérieur. Il s'agit également des frontières entre les diverses sphères de l'économie qui n'ont ni les mêmes modalités de fonctionnement, ni la même place dans la reproduction d'ensemble. La distinction entre activités marchandes et non marchandes est, bien entendu, centrale. Mais à l'intérieur de la sphère non marchande, celle entre activités collectivisées (appareil d'Etat, institutions collectives), et activités individualisées (production domestique) est non moins essentielle. Enfin, dans la partie marchande de l'économie, il s'agit de la délimitation entre travail salarié et non salarié.

Accumulation, consommation

La distinction entre les activités productives selon qu'elles relèvent de la production de biens accumulables (biens de production) ou de la consommation n'est pas toujours simple. Il s'agit, a priori, d'une distinction selon l'usage qui suppose de connaître l'usager (entreprise, travailleur, dans la décomposition la plus simple) et les conditions d'utilisation. S'agissant de biens marchands, il n'y a en principe pas de difficultés parce que l'agent usager est en même temps le payeur. Lorsque ce n'est pas le cas (dépenses médicales, certaines formes d'enseignement, etc.) il y a lieu de statuer, les conditions de l'utilisation étant alors déterminantes (contrôle, choix, etc.). Mais le fait qu'il n'y ait pas identité entre l'usager et le payeur introduit, en tout état de cause, une différence importante qui a généralement une lourde signification économique et sociale.

L'information de base utilisée étant celle de la Comptabilité nationale, plus précisément des tableaux d'échanges interindustriels en ancienne base, la dé-

limitation entre accumulation et consommation, et le regroupement des activités productives correspondantes, relève des moyens fournis par ces instruments statistiques. Il s'agit d'une part de la distinction, traditionnelle, entre investissement et consommation, d'autre part de celle entre ménages et entreprises. Seules les entreprises sont considérées comme pouvant accumuler ; les ménages ne peuvent que consommer : leurs acquisitions de logement par exemple relèvent de la consommation. En outre, ne sont pris en compte comme biens accumulables par les entreprises que ceux ayant donné lieu à investissement au sens de la Comptabilité nationale, c'est-à-dire à formation brute de capital fixe (Fbcf). Il n'y a donc pas de capital circulant (stocks) mais seulement du capital fixe ; il s'agit d'une restriction importante du concept d'accumulation (et de biens de production) retenu.

Sous cette forme simplifiée, la classification en sections productives regroupe donc d'un côté les activités qui concourent à produire, distribuer et installer des biens d'équipement mis en œuvre par les entreprises (section I des biens d'équipement) ; de l'autre côté, les activités permettant de produire et distribuer des biens consommés par les ménages (section II des biens de consommation).

L'utilisation du tableau d'échanges interindustriels conduit cependant à une étape importante dans la construction des sections : l'existence de biens intermédiaires permet de définir une section de biens intermédiaires, dont l'importance est d'ailleurs fonction du niveau d'agrégation retenu. Cette section intermédiaire peut ensuite être répartie, par inversion du tableau d'échange (cf. annexe matricielle), en sous-sections intermédiaires participant de la section I (biens intermédiaires pour biens d'équipement) ou de la section II (biens intermédiaires pour biens de consommation). La construction d'une section intermédiaire est donc une étape dans la construction des sections productives qui présente l'avantage de fournir une analyse plus fine en distinguant dans chaque section une partie intermédiaire (appelée parfois par commodité « amont ») et une partie « finale » (appelée aussi « petite section »).

La prise en compte des relations avec l'extérieur telle qu'elle est présentée dans la suite de l'étude conduit à définir également des biens intermédiaires destinés à la section exportatrice de la même manière (par inversion de la matrice des échanges interindustriels). Il sera intéressant, dans une phase ultérieure, d'élargir le concept d'accumulation et donc de biens de production, limités ici aux seuls biens d'investissement de la Comptabilité nationale. Il s'agira d'une part d'inclure le capital circulant, c'est-à-dire les stocks en première approximation, d'autre part de passer d'une définition microéconomique des durées d'immobilisation des biens de production (celle de la Comptabilité d'entreprise reprise telle quelle par la Comptabilité nationale) à une définition macroéconomique qui peut donner des résultats, et donc un mode de classement, assez différents [1]. Dans cette première phase, la méthodologie adoptée nous paraît cependant permettre de dégager déjà des enseignements importants tandis qu'elle présente l'avantage d'être proche des concepts habituels utilisés par les économistes, les comptables nationaux ou d'entreprise, les analystes du système productif. Il s'agit d'un système de classe-

ment qui s'inscrit dans le canevas conceptuel traditionnel mais permet à terme son dépassement dans le sens indiqué plus haut.

La petite production marchande

La petite production marchande (artisanat, entreprise individuelle, etc.) ne donne pas lieu à un traitement particulier dans cette étude. Autrement dit, il y a assimilation entre sphère marchande et régime du salariat. Ceci relève non d'une prise de position théorique, mais de difficultés statistiques évidentes. De ce fait, une partie de la dynamique économique de la période fondée sur la disparition ou la subordination de secteurs où dominaient ces formes d'organisation, n'apparaît pas en tant que telle, ce qui peut conduire à infléchir sensiblement certains résultats ou commentaires, en particulier concernant la section 2, des biens de consommation, qui a connu d'importantes transformations de cette nature. Il ne s'agit pas d'une erreur, mais de compléments importants d'analyse dont l'absence peut conduire à des interprétations erronées, ou biaisées, de certains faits ou évolutions.

La reproduction non marchande

L'objet de cette étude se situe principalement dans la sphère marchande de l'économie. Il est normal qu'il en soit ainsi car il s'agit du noyau essentiel de la reproduction économique et sociale. Mais la frontière entre sphères marchande et non marchande n'est pas intangible ni indifférente à la vie économique en général, aux conditions de mise en valeur du capital et au rapport capital-travail. Que l'enseignement soit ou ne soit pas gratuit, de même que l'infrastructure, les transports ou la santé, voici des problèmes qui ne laissent pas indifférents les divers acteurs sociaux. De même, d'une manière plus discrète, moins spectaculaire, les modalités du partage des activités entre production domestique et production marchande (ou non marchande) sont loin de jouer un rôle secondaire dans l'extension du champ de mise en valeur du capital et de la consommation marchande, de la main-d'œuvre disponible, féminine en particulier, ou dans la formation des salaires. Il semble bien que cette dernière frontière se soit largement déplacée pendant la période étudiée.

Ni l'une ni l'autre de ces frontières ne sont étudiées ici en tant que telles. Il n'y a donc pas de traitement des activités domestiques, de leur réduction éventuelle au profit de la sphère capitaliste, ni des activités collectives en fonction de leur destination (biens de production ou de consommation collectifs). Les dépenses de biens et services de l'Etat et des collectivités publiques n'ont pas donné lieu à un traitement spécifique (de même que celles des institutions financières). Il y a néanmoins deux exceptions importantes à la règle. D'une part, les dépenses de logement financées par des institutions publiques ont été considérées comme relevant de la consommation des ménages (section 2), conformément au principe énoncé antérieurement (discrimination selon l'usage). D'autre part, les dépenses d'infrastructure et de matériel militaires ont donné lieu à constitution d'une section particulière isolée du reste mais non étudiée pour elle-même, dite des « dépenses publiques non affectées » (section 2

bis). L'importance de ces deux exceptions fait qu'en réalité la plus grande part des dépenses publiques en biens et services a bien été affectée. Il reste que l'analyse de la sphère non marchande publique suppose la construction de données sur l'Etat, les collectivités et institutions publiques, qui ne sont pas encore disponibles. C'est un travail engagé mais non encore achevé (par B. Théret, Division de la recherche macro-économique).

L'insertion dans la division internationale du travail

Les raisonnements menés jusqu'ici l'ont été dans le cadre implicite d'une économie fermée, d'une France se suffisant à elle-même, reproduisant son capital, ses diverses couches sociales, d'une manière parfaitement autonome. Il paraît difficile d'en rester à ce stade lorsque tout tend à montrer au contraire que les échanges et la division internationale du travail prennent une importance croissante, décisive, dans l'activité économique, les conditions d'existence, l'évolution du système productif. Alors qu'un quart de la valeur ajoutée française est exporté, il n'a pas paru souhaitable, ni même envisageable, de construire des sections productives sans tenir compte des échanges extérieurs.

La chose est délicate. La seule manière correcte et complète de procéder consisterait à analyser le reste du monde dans un système sectionnel, comme la France, et d'étudier dans ce cadre les relations entre deux pôles, la France et l'étranger, ou même plusieurs groupes de pays de manière à les situer dans la reproduction internationale du capital et du travail.

Il était bien sûr hors de question de poursuivre une telle ambition dans ce cadre. Il a donc été nécessaire de trouver une voie d'approche plus simple et plus économe. L'idée centrale est la suivante : ce qui est exporté ne présente aucune autre caractéristique par rapport à la classification sectionnelle (donc par rapport à un usage interne, accumulation ou consommation) que d'être un coût (en travail, en moyens de production, etc...). En revanche, les importations peuvent être classées dans la nomenclature sectionnelle selon qu'il s'agit de biens de production ou de consommation, plus précisément même selon l'usager, en principe (grâce aux tableaux dits de « contenus en importations »). Du point de vue de la reproduction économique intérieure, ces importations impliquent de se procurer les moyens d'acquisition internationaux équivalents (devises). Ce qui permet ces importations, ce sont essentiellement les exportations de biens et services. Par rapport au système productif national, le coût des importations en travail et en moyens de production n'est donc pas celui d'origine, parfaitement indifférent, mais simplement celui des exportations ; c'est-à-dire des activités productives intérieures qui permettent l'acquisition de biens importés, selon des modalités (« termes de l'échange ») qui sont ce qu'elles sont et dont seul le résultat ici demeure. Si l'on préfère, les caractéristiques productives des importations n'ont de poids et de sens pour la reproduction économique nationale que dans ce qu'il en coûte effectivement au pays, à savoir les exportations correspondantes. L'échelle de référence, l'instrument de mesure des échanges internationaux est ainsi strictement in-

térieur. Le coût des importations n'est autre que celui des exportations. Ce mode de prise en compte des échanges internationaux est logique et cohérent. Il souffre toutefois d'une faiblesse : les échanges extérieurs sont rarement parfaitement équilibrés et donnent lieu à des mouvements compensatoires de transferts et de capitaux de sorte que l'équivalence proposée ci-dessus entre exports et imports n'est pas suffisante et doit donner lieu à un affinement par la prise en compte du déséquilibre. Pour des raisons de simplicité, ce n'est pas ce qui a été fait dans ce travail : les commentaires de certaines périodes (en particulier 50-58) pourraient en être infléchis.

Concrètement, il est donc construit une section exportatrice (S_3) qui est la partie internationalisée (exportatrice) du système productif français qui ne concourt pas directement à la reproduction en sections. Les importations sont ensuite ventilées selon leur fonction sectionnelle (biens de production, biens de consommation). Les caractéristiques productives de la section exportatrice (S_3) sont alors éclatées entre sections 1 et 2 (S_1 et S_2) au prorata de la répartition sectionnelle des importations. On passe ainsi de sections ouvertes avant échanges internationaux (S_1 , S_2 , S_3) à des sections fermées (\bar{S}_1 , \bar{S}_2) après échanges internationaux, qui rendent compte de l'ensemble des caractéristiques du système productif par rapport à la reproduction en sections (accumulation, consommation), compte tenu des échanges extérieurs.

La construction pratique des sections

L'instrument statistique qui fonde la construction des sections productives est le tableau d'échanges interindustriel (Tei), et le tableau d'entrées-sorties (Tes) en base 70.

Le principe de la méthode est simple, à partir de la connaissance d'un Tei : fractionner chaque branche au prorata de sa participation à la consommation productive d'autres branches, à l'investissement des entreprises, à la consommation des ménages, à l'exportation. Les caractéristiques productives (valeur ajoutée, effectifs, capital, etc.) de chacune de ces fractions de branches sont ensuite additionnées à celles des autres fractions participant de ces mêmes fonctions macroéconomiques : la totalisation donne les sections productives correspondantes. En d'autres termes, les caractéristiques productives des branches sont éclatées selon les fonctions macroéconomiques des branches puis recomposées selon ces mêmes fonctions, ce qui donne les caractéristiques productives des sections. L'inversion du tableau d'échanges permet ensuite de répartir les consommations productives (biens intermédiaires) selon leur destination économique finale (cf. annexe).

Les statistiques de base sont les tableaux d'échanges interindustriels. Le niveau 29 branches a été retenu, bien qu'il donnât lieu à des travaux un peu lourds, de

manière à partir de branches suffisamment homogènes s'agissant de leurs caractéristiques productives ou de leur insertion dans les fonctions macroéconomiques retenues. L'hypothèse statistique de base de la méthode est donc l'homogénéité des caractéristiques productives des branches selon la destination finale des produits correspondants.

Tableaux d'échanges interindustriels :

Les données utilisées ont été les suivantes :

1950-1955	Tei en 16 branches, base 1956.
1956-1958	Tei en 29 branches, base 1959
1959-1974	Tei en 29 branches, base 1962

Matrices de contenu en importation des Tei : la méthode retenue de traitement des échanges internationaux exige de distinguer correctement les livraisons issues d'un travail national de celles provenant d'importations à l'intérieur même de l'appareil productif. Ceci suppose la connaissance du contenu en importation des différentes cases du Tei. Ces informations ne sont malheureusement pas disponibles d'une manière régulière ; deux années seulement ont pu être retenues : 1962 et 1972.

Valeur ajoutée (Tva incluse) :

1950-1955	Va prix de l'année précédente prix courants	16 branches
1956-1958	Va prix de l'année précédente prix courants	29 branches
1959-1974	Va prix 63 prix courants	29 branches

Effectifs : ils sont disponibles en branches, toutes catégories confondues (salariés et non salariés), selon les mêmes découpages que les valeurs ajoutées.

Capital fixe productif brut et Fbcf (prix constants, prix courants) : ce sont les séries de M. Bénard en 29 branches 51-74, Tva incluse.

On regrettera certainement l'absence de données sectorielles (compte d'exploitation, d'affectation, de capital, financier) pour constituer les éléments équivalents en sections. Ceci n'était malheureusement pas possible sur la même période et nous avons préféré ne pas nous engager dans ce lourd travail avant le changement de base nous permettant alors de traiter en nouvelle base 1959-1977 les données sectionnelles. Ce sont donc les données de branches, et elles seules, qui sont disponibles en sections.

La construction de séries homogènes

La difficulté principale concerne le passage de la base 59 à la base 62. Elle n'a, bien sûr, pas été vaincue : pour ce faire, il faudrait reconstruire les Tei des années 50-58 en base 62, ce qui est un autre travail... Une correction systématique en niveau et, lorsque cela était possible, en tendance (à partir des études menées à l'Insée) a été faite.

Le passage de la base 56 à la base 59, moins délicat dans son principe (la base 59 est un prolongement plus élaboré de la base 56 mais fidèle à ses principes, ce qui n'est pas le cas de la base 62), a néanmoins

nécessité des travaux importants : construction de séries fictives en 29 branches et éclatements correspondants, imports, exports, valeurs ajoutées, passage des prix « réels » aux prix intérieurs (les droits et taxes à l'importation et corrections de prix à l'exportation n'étant pas pris en compte en base 56), etc. Enfin, alors que ce sont les données en F63 constants qui ont été utilisées pour construire les séries de Va 59-74, il n'en a pas été de même de 50 à 58, années pour lesquelles seules des données en volume sont disponibles. Il y a donc une légère différence de définition pour la construction des séries 50-58 et 59-74. Quels qu'aient pu être les efforts déployés, les différences entre les bases 62 et 56-59 ne peuvent être effacées, les périodes 50-58 et 59-74 ne sauraient donc être comparées sans une extrême prudence et il eût peut-être été légitime de les analyser séparément. Ce n'est pas ce qui a été fait dans la suite.

La prise en compte des relations avec l'extérieur

La construction rigoureuse des sections, telles que nous les avons définies, suppose l'utilisation détaillée de l'ensemble des Tei 50-74 en 29 branches, hors matrice des contenus en importations. Elle implique également la connaissance des 25 matrices de contenus en importation, de manière à répartir les importations finales et intermédiaires selon leur affectation.

L'application de la méthode de manière aussi stricte eût été très lourde et de toute manière impossible, faute de disposer de tableaux de contenu en importations correspondants. On a donc traité avec attention les années pour lesquelles ces informations étaient disponibles (1962 et 1972) et procédé ensuite à une interpolation minutieuse, tenant compte des évolutions issues de l'analyse directe des Tei, celle des importations, voire de simples réflexions sur les branches concernées (évolution technologique, recoupement avec les Tei en 78 branches, etc.). Ces études, fort longues, ont conduit aux tableaux 1 et 2 d'une part, à leur prolongement sur 25 ans (de 1950 à 1974) d'autre part, c'est-à-dire à une évaluation des pourcentages dans chacune des branches des diverses sections et sous-sections.

Il a ensuite été procédé à une répartition des importations selon leur participation aux sections. Ce travail, une fois encore, a été mené à bien de manière directe pour les années 1962 et 1972, qui permettaient de classer chacun des produits importés (dans la classification en 28 produits) selon sa participation aux sections. Pour les autres années, l'interpolation s'est faite de manière assez détaillée en faisant jouer la répartition interbranche annuelle des importations en 28 produits sur l'évolution interbranche en sections. Ces méthodes conduisent à lisser les fluctuations conjoncturelles en retenant principalement les tendances lourdes, au moins dans les phénomènes internes à chaque branche. Mais, l'objet de cette étude est l'analyse des tendances plus que celle de mouvements de court terme. Les résultats du travail sur la répartition des importations sont fournis dans le tableau 3.

Tableau 1 : Répartition des utilisations des produits non importés 1962, (%)

	Ci	Consom. brute		Fbcf		Expor- tation	Var. de stocks	(Total en ligne = 100)							
		Mén.	Adm+ If	Enf	Mén.			Adm+ If							
01	52,8	38,9	0,6			3,8	3,9								
02	11,2	79,8	1,7			7,1	0,2								
03 A	52,1	45,6	6,1			2,1	-5,9								
03 B	48,9	46,6	4,3			0,2									
04	61,4	30,1	7,4			1,1									
05	39,1	32,9	3,4			24,5	0,1								
06 A	83,8	8				6	2,2								
06 B	61,7	12,6	0,2			19,4	6,1								
07	64,3		0,2			32,9	2,6								
08	69,9		0,9			27	2,2								
09 A	71		1,7			10	2,9								
09 B	16,4	6,7	1,4	55,9	0,7	14,6	4,3								
09 C	25,4	26,4	9,1	20,7	0,7	11,2	6,5								
09 D	15,2	29,9	3,3	25	0,5	22,8	3,3								
09 E	3,4		42	14,6	0,5	29,2	10,3								
10	45,4	28,9	1			19	5,7								
11 A	25,9	44,1	0,2			27,6	2,2								
11 B	2,9	90,6	0,2			4,4	1,9								
11 C	3,1	78,6				15,9	2,4								
12 A	32,9	46,3	3,5	3,8	1,4	9,8	2,3								
12 B	78	7,4	3			9	2,6								
12 C	40,3	45	9			4,6	1,1								
12 D	25,3	53,4	2,1			15,1	4,1								
13	11,9	4,6	5,5	37,1	22,9	17,3	0,7								
14 A	59,8	20	4,9			15,3									
14 B	56,8	20,4	20,6			2,2									
15		100													
16	35,9	57,6	4,6	0,9		1									

Tableau 3 : Contenu des importations

Années	S ₁	S _i	S ₂	S ₂ bis
1950	9,0	70,1	20,3	0,6
1951	9,1	70,3	20,0	0,6
1952	9,2	70,5	19,7	0,6
1953	9,3	70,8	19,3	0,6
1954	8,2	71,5	19,7	0,6
1955	9,5	72,2	17,7	0,6
1956	9,6	73,1	16,7	0,6
1957	9,6	73,1	16,7	0,6
1958	9,2	73,2	17,0	0,6
1959	8,8	73,2	18,0	0,6
1960	9,9	73,0	16,5	0,6
1961	10,5	72,8	16,1	0,6
1962	11,9	70,6	16,9	0,6
1963	12,6	68,8	18,0	0,6
1964	13,3	67,0	19,1	0,6
1965	13,8	65,2	20,3	0,7
1966	14,2	65,2	19,9	0,7
1967	14,6	65,2	19,5	0,7
1968	14,7	65,1	19,5	0,7
1969	14,9	65,0	19,4	0,7
1970	15,1	64,9	19,3	0,7
1971	15,2	64,8	19,3	0,7
1972	15,3	64,8	19,2	0,7
1973	14,8	65,8	18,7	0,7
1974	12,6	70,7	16,0	0,7

S₁ biens d'équipement
S₂ biens de consommation

S_i biens intermédiaires

Tableau 2 : Répartition des utilisations des produits non importés 1972 (%)

	Ci	Consom. brute		Fbcf		Expor- tation	Var. de stocks	(Total en ligne = 100)							
		Mén.	Adm+ If	Enf	Mén.			Adm+ If							
01	52,6	35,3	0,6			10,8	0,7								
02	13,1	76,2	1,4			9,4	-0,1								
03 A	62,6	25,2	4,5			5,6	2,3								
03 B	41,8	53,4	4,5				0,3								
04	55,4	36,7	6,3			1,6									
05	36,5	39,7	3,5			18,3	2								
06 A	82,8	7,6				7	2,6								
06 B	54,8	10,1	0,2			27,2	7,6								
07	64,6		0,1			37,5	-2,2								
08	41,3		1,3			56,8	0,6								
09 A	74,9	6,8	1,7	4,9	0,5	13,9	-2,7								
09 B	13	4,6	1,6	55,7	0,9	21,8	2,4								
09 C	23,7	24,2	6,5	20,5	1,6	19,7	3,8								
09 D	12,8	27	1,5	19	0,7	37,3	1,7								
09 E	0,7		40	2,9	0,3	47,9	8,2								
10	30,1	35,2	0,9			27,8	6								
11 A	22,9	42,2	0,1			29,6	5,2								
11 B	2,7	85,7	0,4			9,4	1,8								
11 C		74,2	0,1			22,4	3,3								
12 A	39,6	42,2	3,3	2,9	1,8	7,9	2,3								
12 B	74,3	5,4	3,9			13,5	2,9								
12 C	41,3	43	10,5			4,6	0,6								
12 D	19,4	62,4	2			15,5	0,7								
13	11,8	5,5	4	32,6	27,7	16,8	0,5	1,1							
14 A	63,1	18,8	4,1			14									
14 B	59,4	20,7	19,4			0,5									
15		100													
16	39,5	53,7	5,3	0,7		0,8									

L'affectation des activités commerciales

Si pour l'ensemble des branches la méthode expliquée est applicable, puisqu'à chaque branche correspond un « produit » ventilé selon son affectation par fonction (consommation, investissement) et par agent économique, il subsiste une exception : la branche commerce.

Ce sont les marges par branche, disponibles dans les Tei, qui ont été utilisées pour situer la branche par rapport aux sections en procédant en deux étapes. D'abord une ventilation au prorata des marges commerciales par branches, ensuite l'affectation par sections proportionnellement à celle de chacune des branches. Les sections sont donc des ensembles intégrés regroupant toutes les activités marchandes concourant à la même fonction économique globale. Ce traitement des activités commerciales souffre toutefois de la pauvreté statistique des marges figurant au Tei, doublée du caractère grossier de la ventilation de la branche commerce proportionnellement à ces mêmes marges.

La réduction de la section intermédiaire (Si)

La méthodologie décrite ci-dessus est celle de la première étape de construction des sections : une section intermédiaire, des sections finales de biens d'équipement.

ment, de consommation, exportatrice. Réduire la section intermédiaire, c'est la répartir en sous-sections selon la destination finale des biens intermédiaires : biens d'équipement, de consommation, exportés. A cette fin, on inverse la matrice des échanges interindustriels pour en faire « sortir » les consommations productives en emplois finals.

Lorsque ce calcul est terminé, il n'y a plus de consommations productives, toutes ayant été affectées dans leurs emplois finals : la section des biens intermédiaires n'existe plus, elle a été « réduite ». Cette opération a été menée à bien pour les années 1962 et 1972 et interpolée avec le plus grand soin possible pour les autres années. L'opération suivante consiste à affecter les consommations intermédiaires importées, elles aussi, selon leur destination finale, repérée à travers leur cheminement productif par l'utilisation du Tei. On obtient ainsi une répartition des consommations productives importées entre S_1 , S_2 , S_3 et donc par sommation avec les résultats de la phase antérieure, la répartition par grandes sections des importations. La répartition définitive par grandes sections des importations est donnée dans le tableau 4.

Tableau 4 : Contenu en import

Années	\bar{S}_1	\bar{S}_2	\bar{S}_2 bis
1950	26,8	71,0	2,2
1951	25,2	72,6	2,2
1952	23,3	74,5	2,2
1953	22,5	75,3	2,2
1954	22,4	75,4	2,2
1955	22,6	75,2	2,2
1956	23,4	74,4	2,2
1957	23,8	74,0	2,2
1958	24,5	73,3	2,2
1959	24,9	72,9	2,2
1960	25,5	72,3	2,2
1961	26,0	71,8	2,2
1962	26,5	71,3	2,2
1963	27,0	70,9	2,1
1964	27,9	70,1	2,0
1965	28,2	69,9	1,9
1966	28,8	69,4	1,8
1967	29,4	68,9	1,7
1968	30,0	68,4	1,6
1969	30,6	67,9	1,5
1970	31,2	67,4	1,4
1971	31,8	66,9	1,3
1972	32,4	66,4	1,2
1973	31,3	67,5	1,2
1974	29,9	69,0	1,1

La section des « dépenses publiques non affectées »

Telle que nous l'avons définie, la section des dépenses publiques non affectées est évidemment réduite à sa plus simple expression, d'autant plus que le caractère mineur des dépenses de consommation des administrations et institutions financières pour la plupart des branches conduit à les négliger. L'essentiel de la section provient donc des branches où cette « négligence » eût été grossière, l'aéronavale et le Btp. Encore dans

ce dernier cas, seules les dépenses militaires en Btp lui ont-elles été affectées, les dépenses civiles ayant été réparties entre S_1 et S_2 à partir d'une analyse fonctionnelle des dépenses budgétaires. On doit ajouter, au sujet du Btp, que le passage de la base 59 à la base 62, y faisant apparaître des consommations intermédiaires jusque là inexistantes, n'a pas facilité les choses. On ne saurait donc dire que le traitement du Btp ait été très satisfaisant et il y a lieu de s'en souvenir dans l'analyse des résultats. Ces raisons expliquent que nous n'ayons pas voulu utiliser de quelque manière que ce soit les résultats sur cette section qui devrait donner lieu à un approfondissement particulier.

La classification finale

Il est commode de représenter l'ensemble du découpage retenu. Mais il manque encore, dans la présentation qui en a été faite, un élément indispensable pour rendre compte correctement du rapport entre accumulation et système sectionnel : la description des débouchés de l'accumulation. Une partie des biens d'équipement est livrée à la section des biens d'équipement (S_1 pour S_1 , qui sera écrit S_1^1), une partie est livrée à la section des biens de consommation (S_1 pour S_2 : S_2^1), ou exportatrice (S_1 pour S_3 , écrit S_3^1).

Il est possible de construire alors des ensembles productifs relativement autonomes, et que nous appelons, de ce fait, sections autonomes : $\Sigma_1 = S_1^1$, $\Sigma_2 = S_2^1 + S_2$, $\Sigma_3 = S_3^1 + S_3$, avec évidemment : $S_1 + S_2 + S_3 = \Sigma_1 + \Sigma_2 + \Sigma_3$.

L'ensemble des divisions sectionnelles retenues peut être résumé dans le double schéma ci-contre.

Avec les symboles suivants :

- S_1 petite section (ou section finale) des biens d'équipement (be)
- S_2 petite section (ou section finale) des biens de consommation (bc)
- S_3 petite section (ou section finale) exportatrice (ex.)
- S_i section intermédiaire (bi)
- S_i^1 sous-section des biens intermédiaires pour les biens d'équipement
- S_i^2 sous-section des biens intermédiaires pour les biens de consommation
- S_i^3 sous-section des biens intermédiaires pour les biens exportés
- S_1 grande section des biens d'équipement (BE)
- S_2 grande section des biens de consommation (BC)
- S_3 grande section exportatrice (Ex.)
- S_1^1 biens d'équipement pour la grande section des biens d'équipement
- S_1^2 biens d'équipement pour la grande section des biens de consommation
- S_1^3 biens d'équipement pour la grande section exportatrice
- Σ_1 section autonome des biens d'équipement
- Σ_2 section autonome des biens de consommation
- Σ_3 section autonome exportatrice

L'utilisation de barres supérieures (\bar{S}_1 , \bar{S}_2 , etc.) signifie qu'il s'agit des mêmes sections après affectation des caractéristiques productives de la section exportatrice au prorata de la fonction sectionnelle des importations.

Croissance et accumulation en France depuis 1950

Préambule conceptuel

Avant d'examiner et de commenter les résultats quantifiés dans le système des sections productives, il paraît nécessaire de mieux situer la trame conceptuelle qui sert de référence, le plus souvent implicite, dans la suite. Je voudrais insister en particulier sur certains concepts de l'étude de la croissance dans un système clos, c'est-à-dire à deux sections : les sections nationales s'y confondent avec les sections internationalisées ($S_1 = \bar{S}_1$, $S_2 = \bar{S}_2$), les échanges avec l'extérieur étant nuls ($S_3 = 0$). On admet, en outre, que les activités économiques sont principalement organisées sur le mode du salariat autour de deux agents : les entreprises d'une part, les salariés d'autre part. L'objet des premières (entreprises) est d'effectuer des profits et d'investir, celui des seconds (salariés) est, s'agissant des biens et services, de consommer. L'investissement conduit à l'accumulation qui peut prendre deux formes :

l'accumulation dite « extensive » fonctionne par extension du champ des activités salariées privées, c'est-à-dire en éliminant à leur profit les autres formes de production (individuelle, domestique, collective, etc.) ou en les subordonnant. Il s'agit, au moins en France, d'un aspect important des transformations d'après-guerre, mais il n'est pas étudié directement dans le découpage en sections sous sa forme actuelle ;

l'accumulation dite « intensive » a pour fondement l'augmentation de la productivité apparente du travail qui permet de diminuer la valeur (le contenu en travail) de la consommation des producteurs, et d'augmenter la part du revenu pouvant être accumulé.

Ces gains de productivité apparente du travail sont obtenus soit à travers les changements dans l'organisation du travail (au niveau individuel et collectif) et des conditions d'existence et de consommation (urbanisation, « normalisation », mobilité, adaptabilité, etc.), soit par le biais de l'investissement (économies d'échelle, automatisation, infrastructure, etc.) ; en fait, par une combinaison des deux.

Cela suppose également qu'apparaissent au niveau global les débouchés correspondants, qu'il s'agisse d'une augmentation quantitative de la consommation des diverses couches sociales, des formes de consommation collectives, de dépenses improductives, etc. ; ou qu'il s'agisse de la poursuite de l'accumulation, assurant ainsi son propre débouché. Cette forme d'accumulation, pour se poursuivre sans heurt, suppose donc un dosage délicat entre l'augmentation de

la consommation et des salaires, des dépenses de l'Etat, et celle des profits accumulés. En s'en tenant aux seuls salaires, s'ils s'élèvent trop vite (au regard des gains de productivité apparente du travail), alors la part nette des profits risque d'être trop faible, ne permettant pas de rémunérer les capitaux engagés dans la production et d'investir suffisamment pour entretenir le mouvement précédent. S'ils sont au contraire trop faibles, une partie de la production de la section des biens de consommation \bar{S}_2 risque de ne pas trouver preneur, les commandes de biens d'équipement de cette section \bar{S}_2 à \bar{S}_1 (section de biens d'équipement) de diminuer en conséquence, le cycle de l'accumulation de tomber et l'économie de s'enfoncer dans la récession. On peut imaginer, certes, que la section \bar{S}_1 des biens d'équipement se crée à elle-même ses propres débouchés, assurant ainsi son « autodéveloppement ». Mais il s'agit d'une hypothèse plus théorique que pratique parce qu'il n'y a pas une section \bar{S}_1 fonctionnant de façon autonome, et pouvant donc s'autodévelopper, ignorant le reste de l'économie, la formation des salaires, la consommation. Une telle hypothèse est d'autant plus exclue que la plus grande part de l'investissement est le fait de la section \bar{S}_2 . Ces difficultés dans la régulation d'ensemble peuvent être conjoncturelles et appeler simplement une politique économique de court terme appropriée ; elles peuvent avoir une origine plus structurelle : gains de productivité insuffisants, modalités de formation des salaires ne permettant pas les adaptations nécessaires, instruments de politique économique inadéquats, etc. En ce cas, le problème qui se pose est celui d'une adaptation des instruments de la régulation d'ensemble aux nouvelles conditions de la production et de la consommation, ou de la création des instruments de régulation permettant de sortir de ces difficultés.

L'objet du découpage en sections est précisément de rendre compte de ces contraintes dans le régime d'accumulation intensive, de la manière dont elles sont apparues, ont joué, ont été ou non dépassées. C'est évidemment une ambition dont ce travail ne constitue qu'une prémisse à plusieurs titres. D'une part, il ne construit qu'une partie, celle relative au noyau du système productif, des statistiques sectionnelles : ne figurent pas, par exemple, les données des comptes d'exploitation des entreprises (salaires, profits, etc.) ; d'autre part, il ne rend pas compte, comme on l'a vu, des frontières des diverses formes de la production, dont le déplacement joue un rôle très important ; enfin, dans leur forme actuelle, ces données sectionnelles n'articulent pas les contraintes globales ainsi mises en évidence avec les instruments de la régulation économique (modalités de formation des salaires, des prix, de l'emploi, du financement, etc.), en particulier dans un système d'interprétation globale sous forme d'un modèle dynamique.

S'il est donc vrai que l'étude en sections productives rend compte d'une manière nouvelle du type d'accumulation et de croissance en place et des contraintes rencontrées, ce qui peut-être important pour comprendre les difficultés actuelles et leur origine, il n'en demeure pas moins qu'elle a, dans sa forme présente, des limites encore étroites qui restreignent singulièrement l'ampleur et la sûreté des interprétations. Celles-ci devront être approfondies ou confirmées par le développement de l'outil, et restent pour l'instant pré-

caires, imprécises ou contestables. C'est pourquoi je me suis efforcé, dans les commentaires qui suivent, d'en rester à un niveau encore largement descriptif.

La croissance française en deux grandes sections

Une croissance plus rapide, un poids de plus en plus important, de la section des biens d'équipement...

Le premier trait remarquable de la croissance en grandes sections « fermées » (\bar{S}_1 : biens d'équipement, \bar{S}_2 : biens de consommation) est l'augmentation considérable des effectifs de la section \bar{S}_1 (BE) relativement régulière de 55 à 70, et la stagnation de ceux de \bar{S}_2 (BC), après une période de diminution (jusqu'en 62). Il n'y a donc pas eu d'augmentation nette de l'emploi, toutes catégories confondues, dans \bar{S}_2 (BC). Les seuls emplois nets créés l'ont été dans la section \bar{S}_1 , c'est-à-dire dans la production et la distribution de biens d'équipement. Ces remarques sont particulièrement vraies pour la période 55-70, ne le sont pas avant, perdent de leur netteté au début des années 70, surtout en 73-74 (cf. graphique G1).

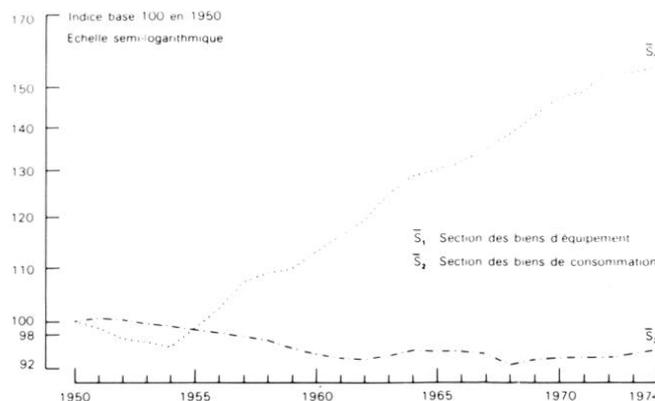
A ce mouvement inégal des effectifs correspond celui de la valeur ajoutée (à prix constants) multipliée par plus de trois en 25 ans dans la section \bar{S}_2 des biens de consommation certes, mais par cinq dans celle des biens d'équipement (cf. graphique G2).

Un des résultats de cette évolution est l'importance relative fortement accrue de la section \bar{S}_1 des biens d'équipement dans l'économie : elle occupait 16% des actifs en 1950 (1 actif sur 6), mais 24% en 1974 (1 actif sur 4 ; de même, elle produisait 18% de la valeur ajoutée en 1950, 24% en 1974. .

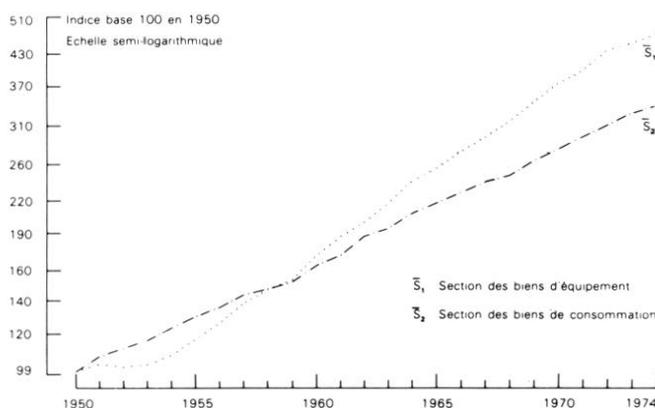
...mais cette accumulation croissante a pour objet principal la transformation de la section des biens de consommation

En dépit de cette extension bien plus rapide, la part de \bar{S}_1 (BE), dans la Fbcf globale ne s'élève qu'en début de période (de 56 à 61) où elle passe de 20 à 22%, et pendant les années 70-72 de 22% à 24% : (cf. graphique G3). La diminution sensible de l'importance relative de \bar{S}_2 (BC) dans l'occupation des effectifs ne se retrouve que faiblement dans l'investissement et la demande de biens d'équipement. Les effectifs de \bar{S}_1^2 (biens d'équipement pour la section \bar{S}_2 des biens de consommation) augmentent à la même vitesse que ceux de \bar{S}_1^1 (biens d'équipement pour la section \bar{S}_1 des biens d'équipement). Il y a donc une dissymétrie fondamentale dans l'évolution des sections \bar{S}_1 (BE) et \bar{S}_2 (BC) ; elle apparaît également en analysant le rapport entre travail vivant direct et indirect dans chacune des deux sections. Il s'agit du rapport entre les effectifs de \bar{S}_1^1 (respectivement \bar{S}_2^1) et ceux de \bar{S}_1 (respectivement \bar{S}_2), corrigés de l'accumulation nette (cf. graphique G4). Cette correction est très grossière : elle élimine la croissance nette de l'investissement par rapport à l'année précédente. Cet indicateur, que nous appellerons dans la suite « composition-travail » (travail

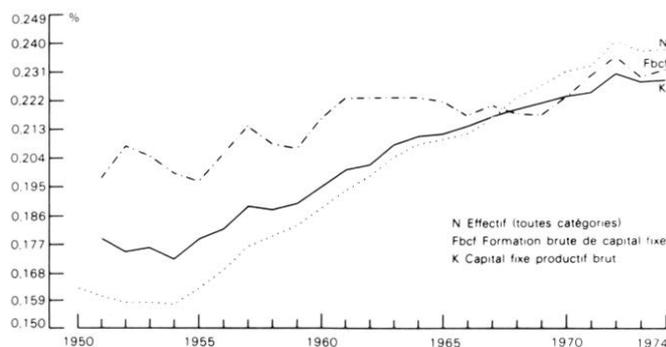
Graphique G1 : Effectif par grandes sections



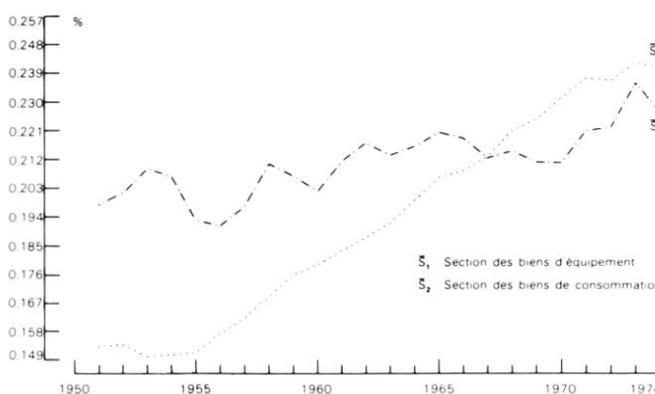
Graphique G2 : Valeur ajoutée à prix constants par grande section



Graphique G3 : Part relative de la section \bar{S}_1 , dans les effectifs, l'investissement, le capital fixe productif, d'ensemble



Graphique G4 : « Composition-travail » (travail vivant indirect/travail vivant direct), corrigée de l'accumulation nette, par grandes sections



indirect/travail direct), évolue de manière très différente dans l'une et l'autre sections : il est une autre méthode de calcul de la lourdeur, de l'intensité capitaliste, d'une section.

Dans la section \bar{S}_1 (biens d'équipement), il est pratiquement stable jusqu'en 1970, aux alentours de 20-21%, avec une légère tendance à la hausse au début des années 60. Mais à partir de 1970, il monte brusquement : c'est la conséquence, on le verra par la suite, du développement des échanges internationaux.

La composition travail dans \bar{S}_2 (biens de consommation) est marquée au contraire par une hausse continue nette et régulière, de 1955 à 1970, suivie d'une pause. Le travail indirect passe ainsi de 15% des effectifs de \bar{S}_2 en 1955 à 24-25% en 1970. Ces observations sont importantes pour comprendre les mutations de la période observée. Je les résumerai en trois points (cf. G3, G4, G8) :

la section \bar{S}_2 des biens de consommation est beaucoup plus légère en début de période que celle des biens d'équipement. Une des caractéristiques centrales de la période d'observation est la relative constance de la lourdeur (ou de l'intensité capitaliste) dans la section \bar{S}_1 des biens d'équipement, et à l'inverse l'augmentation considérable et régulière (jusqu'en 1970) de la lourdeur de la section \bar{S}_2 des biens de consommation, qui rattrape, puis dépasse, celle de la section \bar{S}_1 ;

l'extension inégale au profit de \bar{S}_1 (BE) trouve son origine dans l'investissement et la transformation des conditions de production dans \bar{S}_2 . C'est là évidemment une observation fondamentale : la dynamique de l'accumulation pendant cette période, c'est essentiellement la transformation capitaliste de la section des biens de consommation \bar{S}_2 , l'alourdissement qu'elle entraîne, avec ses conséquences et ses contraintes. Ceci donne également une importance particulière aux transformations des conditions d'existence (habitat, travail domestique, modalités de la consommation en général), et à l'extension des formes d'organisation capitalistes dans la section \bar{S}_2 ;

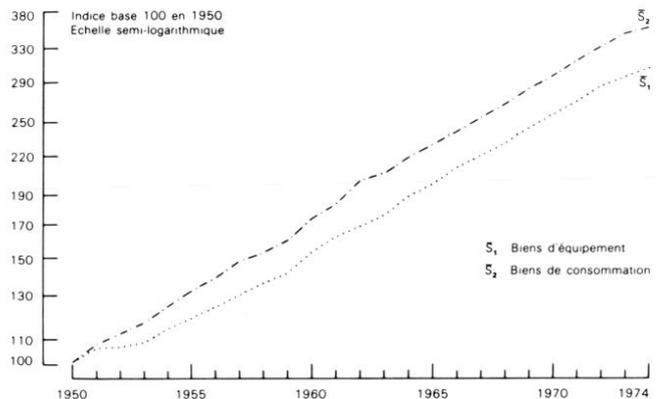
des sous-périodes bien typées semblent se dessiner. Le régime d'accumulation intensive caractéristique de la période prend en effet naissance, dans la sphère productive, au milieu des années 50, et semble prendre fin, connaître en tout cas de profondes transformations, au début des années 70. Il y aurait ainsi trois sous-périodes distinctes : avant 55, lourdeur relative de la section de biens d'équipement, pas d'extension inégale à son profit, pas de transformation considérable, du moins par le biais de l'accumulation, des conditions de production dans la section \bar{S}_2 des biens de consommation ; après 1955, apparition du régime d'accumulation caractéristique de l'après-guerre en France, se traduisant par une transformation et un alourdissement très rapide et continu de \bar{S}_2 ; à partir de la fin des années 60, début 70, des signes de changement, de dérèglement (?) dans le régime d'accumulation précédent.

La productivité apparente du travail croît initialement plus vite dans la section des biens de consommation

Il paraîtrait légitime de s'attendre à une évolution assez

différente de la productivité apparente du travail dans les deux grandes sections de l'économie, compte tenu des importantes différences notées ci-dessus. De fait on observe une progression plus importante sur longue période de la productivité dans la section \bar{S}_2 des biens de consommation. Mais la différence se fait surtout en début de période, de 50 à 53, où la productivité est pratiquement stationnaire dans \bar{S}_1 , puis dans une mesure bien moindre jusqu'en 1962. Ensuite, ce qui est frappant c'est au contraire le parallélisme remarquable entre les gains de productivité dans l'une et l'autre section (cf. graphique G5). Ainsi, la productivité apparente du travail est multipliée par 2,0 dans \bar{S}_2 de 50 à 62, mais par seulement 1,7 dans \bar{S}_1 , tandis que de 62 à 74 ces mêmes chiffres sont de 1,8 pour les deux sections.

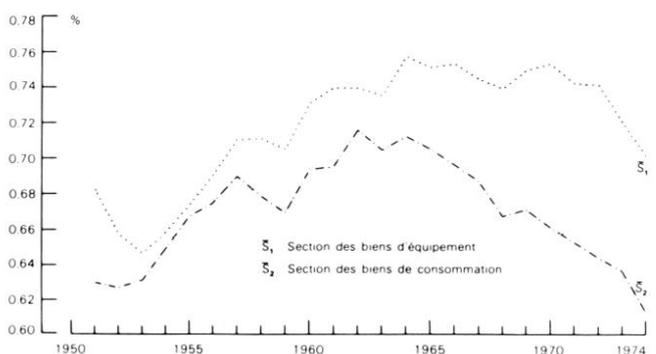
Graphique G5 : Productivité apparente du travail par grandes sections



Les gains de productivité apparente du travail dans la section \bar{S}_2 sont donc particulièrement aisés, jusqu'en 1955, ce qui peut s'expliquer par la remise en marche de l'économie, le « rattrapage » d'après-guerre, etc. Ils deviennent ensuite progressivement plus coûteux, exigeant une augmentation incessante de l'accumulation du travail indirect pour être maintenus. En dépit de cette progression on observe un léger infléchissement du trend dans \bar{S}_2 après 62, compensé par une amélioration sensible dans \bar{S}_1 à partir de 1960 qui freine un peu l'alourdissement de \bar{S}_2 , favorise le maintien du régime d'accumulation en place depuis 1955.

L'évolution des ratios produit/capital (« productivité apparente du capital fixe productif brut ») confirme ces commentaires, et une certaine détérioration précoce (à partir de 62) des conditions de mise en valeur du capital dans \bar{S}_2 , a priori plus favorable à une extension plus rapide de \bar{S}_1 (cf. graphique G6).

Graphique G6 : Productivité apparente du capital fixe par grandes sections



Le mouvement des prix relatifs favorise de moins en moins l'extension plus rapide de la section des biens d'équipement

Les observations précédentes ont trait à la répartition des effectifs et à l'évolution des valeurs ajoutées en « volume » au sens de la Comptabilité nationale (francs constants 63). Il est nécessaire de les compléter par l'analyse des prix relatifs (cf. graphique G7) qui appelle plusieurs commentaires :

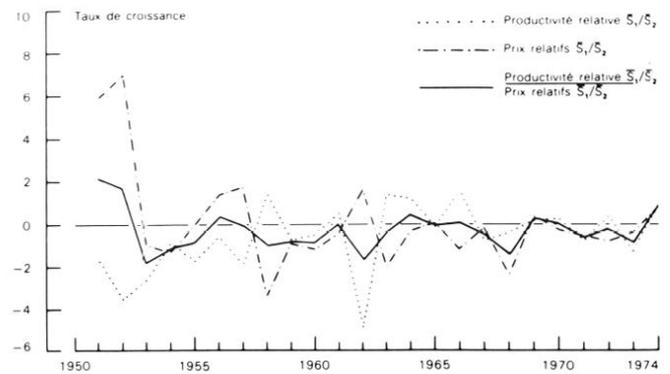
il existe une forme de péréquation entre les deux sections : tout gain de productivité relative une année donnée donne lieu la même année à un ajustement approximatif en sens inverse des prix relatifs (ce qui se traduit sur le graphique G7 par la formation de losanges). Ce mécanisme de correction instantané prix-productivité semble toutefois se détériorer en fin de période, dans la seconde moitié des années 60 ;

la ligne qui joint les sommets horizontaux des losanges se trouve régulièrement à partir de 1953 en-dessous de la médiane, ce qui montre que la section \bar{S}_1 des biens d'équipement cède en permanence, régulièrement et tendanciellement, de la valeur à la section \bar{S}_2 des biens de consommation.

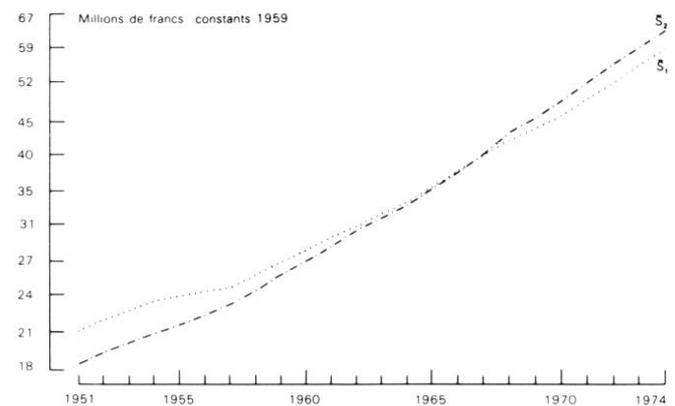
Il y a ajustement conjoncturel immédiat des prix mais diminution permanente du prix relatif des biens d'équipement non compensée par des gains de productivité relative. Plusieurs interprétations peuvent en être données. On peut l'attribuer au fait que \bar{S}_1 est plus économe en travail indirect (cf. graphique G4) ou, si l'on préfère, en capital fixe par tête (cf. graphique G8), et cède partiellement, à travers les mécanismes de la concurrence, ces gains à \bar{S}_2 . On peut aussi l'interpréter comme la contrepartie de la très forte hausse du prix relatif des biens d'équipement (et de production en général) des années 51-52, non justifiée par la faiblesse de la productivité relative de la section \bar{S}_1 (cf. graphique G7). Cette hausse initiale s'est faite à l'occasion de la très dure crise du début des années 50 qui devait se traduire par une inflation spectaculaire. Elle aurait même une origine antérieure si l'on en croit les indicateurs disponibles. Ce relèvement aurait-il été alors l'une des conséquences, et des nécessités, du nouveau régime d'accumulation en gestation, et qui impliquait une croissance et donc une rentabilité, beaucoup plus élevée dans \bar{S}_1 ? Il est bien difficile de trancher, d'autant plus que les indicateurs utilisés sont d'une très grande fragilité.

L'un des résultats de cette diminution sensible, après 52, du prix relatif des biens d'équipement, c'est que la valeur ajoutée par tête qui était très supérieure dans \bar{S}_1 en début de période (de l'ordre de 20%) devient égale à celle de \bar{S}_2 vers 1968 (cf. graphique G9). Le capital par tête des deux sections est identique à peu près à la même date, alors qu'il était supérieur d'environ 10% dans \bar{S}_1 initialement. Il est raisonnable de penser que la rentabilité, supérieure dans \bar{S}_1 après le relèvement des prix relatifs consécutif à la crise de 50, devient sensiblement égale. Cette interprétation est confirmée par le rapprochement des taux d'accumulation (cf. graphique G10).

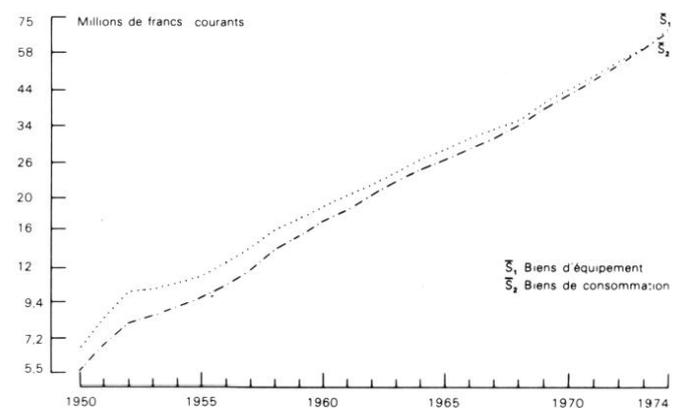
Graphique G7 : Prix et productivités relatifs des grandes sections



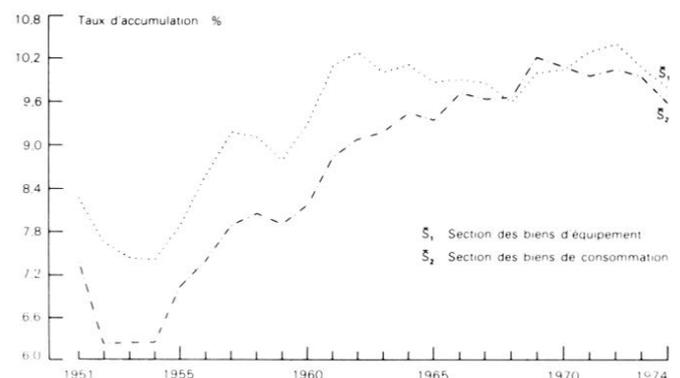
Graphique G8 : Capital fixe/tête par grandes sections



Graphique G9 : Valeur ajoutée par tête (prix courants) par grandes sections



Graphique G10 : Taux d'accumulation par grandes sections



Il semble donc qu'en France, dans la seconde moitié des années 60, le système des prix relatifs qui favorisait jusque là l'extension plus rapide de \bar{S}_1 , et tendanciellement l'accumulation dans \bar{S}_2 , n'ait plus joué dans ce sens. Un des instruments implicites de la régulation antérieure du régime d'accumulation en place, aurait-il ainsi cessé de fonctionner, ne permettant plus l'ajustement délicat mais nécessaire entre \bar{S}_1 et \bar{S}_2 ? On peut légitimement s'interroger sur ce point.

Le régime d'accumulation intensive ainsi caractérisé est dynamique et apparemment efficace mais contradictoire à terme

Evoquer « l'efficacité » d'un système économique peut paraître à la fois ambitieux et un peu flou, ou abstrait. Ce qui est appelé ici « efficacité », c'est l'aptitude du système, considéré dans son ensemble, à se reproduire dans le temps. Ne disposant que d'une certaine grille d'observations, c'est évidemment à travers cette grille, et avec ses biais, que l'analyse est faite.

Le régime central d'accumulation de l'après-guerre peut être caractérisé de la façon suivante : il est fondé sur la transformation des conditions de production et de distribution dans la section \bar{S}_2 des biens de consommation, les gains élevés de productivité apparente du travail correspondants, et l'extension de la consommation (des producteurs, des couches intermédiaires, etc.) qu'ils permettent. Cette transformation, et l'accumulation correspondante, se font toutefois à un rythme croissant qui, dépassant rapidement les gains de productivité apparente du travail pourtant en augmentation dans la section \bar{S}_1 des biens d'équipement, a pour conséquence une extension inégale des deux sections, un déplacement relatif incessant et important des actifs vers la section \bar{S}_1 . Ce déplacement est favorisé par le système des prix relatifs qui s'établit à la faveur de la crise des années 50-52 et assure une rentabilité plus élevée dans la section \bar{S}_1 des biens d'équipement tout en permettant, par une diminution progressive de l'écart relatif entre les deux sections, de stimuler et d'augmenter l'accumulation dans la section \bar{S}_2 (cf. par exemple graphique G10).

Ces modalités de la croissance et de l'accumulation appellent de nombreuses remarques. Je me limiterai ici à trois d'entre elles :

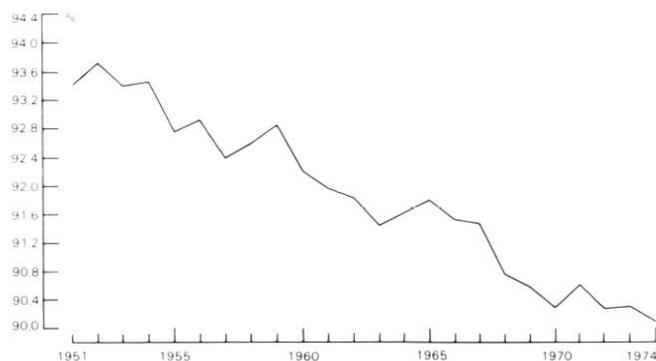
le déplacement, relatif ou absolu, incessant de la population active de \bar{S}_2 vers \bar{S}_1 , et les transformations correspondantes des conditions de production, supposent une mobilité professionnelle, sectorielle et géographique, très importante, de la population active, les transformations équivalentes et conséquentes dans les conditions d'existence des populations concernées, les mutations sociales et économiques qui ne peuvent manquer de les accompagner (l'exode rural a certainement joué un rôle central dans ce sens). Elle implique également une augmentation de la part accumulée du revenu national allant aux profits au détriment de l'Etat, des salaires, des consommations improductives, etc., ce qui déplace les difficultés du côté des débouchés et rend la politique des revenus très délicate ;

le système des prix relatifs (biens d'équipement, biens de consommation) doit permettre ces changements, c'est-à-dire permettre, grâce à une rentabilité plus élevée, l'extension plus rapide de la section \bar{S}_1 des biens d'équipement, sans nuire pour autant, à cause d'un écart trop important au regard des gains de productivité possibles dans \bar{S}_2 , à l'investissement dans cette section. Il semble bien qu'en évolution comme en structure le système des prix relatifs ait favorisé ces mécanismes au moins jusque dans la 2^e moitié des années 60 (cf. graphiques G7, G9, G10). L'extension plus rapide de \bar{S}_1 , alors que les gains de productivité sont sensiblement les mêmes dans les deux sections, exige sa propre poursuite sous peine d'une crise de rentabilité. L'accumulation présente, sous forme de la valeur produite dans \bar{S}_1 , est la contrepartie d'un profit, qui rémunère le capital immobilisé dans le passé d'une manière croissante selon ces modalités de l'accumulation. Le maintien du taux de rémunération du capital suppose donc, d'une manière ou d'une autre, la poursuite de l'extension de la section \bar{S}_1 . Un fléchissement dans la croissance de la section \bar{S}_1 des biens d'équipement, à gains de productivité inchangés, est en principe le signe de difficultés de rentabilisation du capital. Il semble donc difficile de quitter ce type de croissance, qui exige sa propre poursuite, pour un autre, sans une grave crise de rentabilité qui atteigne de proche en proche tout le capital investi dans l'économie, l'investissement dans son ensemble, et n'oblige à une redistribution et une refonte profondes.

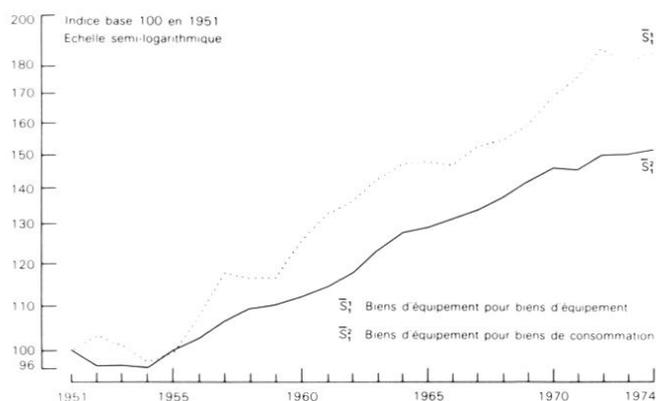
Le régime central d'accumulation en France dans l'après-guerre peut donc être considéré comme non durable en ce sens qu'il semble difficile à maintenir sur longue période sans rencontrer des contraintes de plus en plus lourdes, comme à modifier sans une crise profonde. Il suppose en outre des instruments macroéconomiques de régulation bien appropriés, qu'il s'agisse des modalités de la formation des salaires, de prix et des revenus en général, du financement des investissements, des dépenses de l'Etat, etc.

Pourtant, en dépit de ces contraintes, il a été efficace pendant la période étudiée (cf. graphique G11), puisqu'il a permis de diminuer en permanence, de manière régulière et continue, le coût de la consommation, dégageant ainsi une part accumulée de plus en plus élevée. Si l'on préfère, le poids relatif de la consommation, ou des dépenses collectives « improductives », n'a cessé de décroître, et donc la part accumulée du produit social d'augmenter. Les premières difficultés nettes apparaissent dès 1965, probablement à la suite du « plan de stabilisation » qui en freinant l'extension des débouchés de l'accumulation dans la section \bar{S}_2 elle-même, pouvait mettre en péril le régime d'accumulation dans son ensemble (cf. graphique G12). L'explosion de 1968 relançait l'activité économique, mais sur des bases qui, bien qu'initialement dynamiques, ne permettaient pas de régler le problème du financement de l'accumulation toujours plus élevée, exigée par la poursuite du régime de croissance antérieur. C'est à partir de cette date qu'on observe, après le boom initial, les signes (plus exactement les résultats) des changements importants dans les caractéristiques respectives des sections \bar{S}_1 et \bar{S}_2 , qu'il s'agisse de leur alourdissement (cf. graphiques G4, G10, G8, G12), des faibles indicateurs de rentabilité et de prix relatifs dont nous disposons (cf. graphiques G7, G9), tandis qu'on

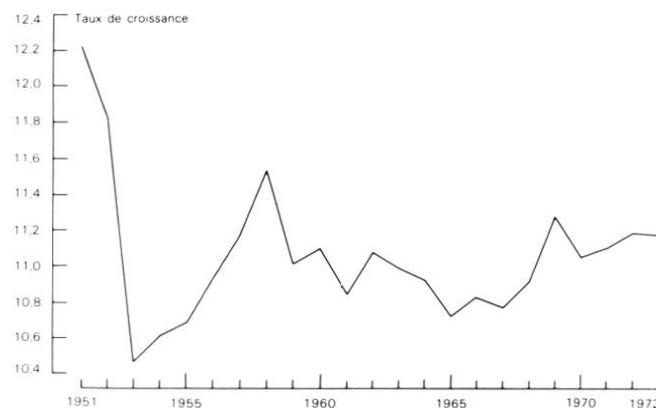
Graphique G11 : Effectifs totaux travaillant directement (S_2) ou indirectement (S_2^i) pour la section des biens de consommation rapportés à l'ensemble des actifs



Graphique G12 : Effectif de \bar{S}_1^i et \bar{S}_2^i



Graphique G13 : Taux d'inflation réelle [2]



ne peut manquer d'être trappé par le développement concomitant très rapide de l'inflation réelle [2] (cf. graphique G13), du chômage, et des échanges internationaux. Selon nos hypothèses et la trame conceptuelle proposée antérieurement, la première moitié des années 70 apparaît ainsi comme une période de transition au cours de laquelle l'économie sort dans une certaine mesure du régime d'accumulation précédent, mais sans parvenir à trouver les formes d'une nouvelle croissance, ni à régler les graves problèmes issus de ce changement de régime, dont on a vu qu'il risquait de peser lourdement sur la mise en valeur du capital et de provoquer une crise de suraccumulation. L'une des manifestations les plus spectaculaires des difficultés pour sortir du régime d'accumulation intensif dans la forme qu'il avait prise entre 1955-1970, est

la suivante : elle fait coïncider une crise de rentabilité (conséquence de l'impossibilité d'augmenter la part des profits tout en étendant suffisamment vite la consommation sans accélération des gains de productivité) ; l'arrêt consécutif dans la croissance de l'accumulation ; la hausse des prix qui l'accompagne (pour rétablir la rentabilité) ; une extension rapide du chômage puisque ce n'est que dans la section \bar{S}_1 des biens d'équipement que sont créés des emplois nets. La « stagflation » pourrait donc bien être une des modalités « normales » de la sortie de ce type de croissance.

Ces raisonnements peuvent être séduisants. Ils présentent cependant une grave faiblesse, c'est de rester enfermés dans une analyse en système clos. Or, parmi les tentatives de solution, de recherche d'une nouvelle croissance, l'une a joué un rôle central à la fois comme débouché possible aux difficultés d'alors, mais également parce qu'elle transformait profondément l'ensemble des conditions de la croissance, de l'accumulation, de la régulation économique, et des modalités de fonctionnement du système productif d'une manière qui s'avère aujourd'hui décisive : il s'agit du développement spectaculaire et brutal des échanges extérieurs, de l'internationalisation du système productif français à partir de 1967-68.

Phases et caractéristiques de l'internationalisation du système productif français

L'analyse en deux sections (\bar{S}_1 , \bar{S}_2) telle qu'elle a été menée jusqu'ici a permis de caractériser la croissance française, ses contraintes, les difficultés sur lesquelles elle a pu buter, à un niveau très proche des indicateurs macroéconomiques habituels, en particulier ceux relatifs à la répartition, à la consommation et à l'accumulation. Le découpage du système productif selon ces mêmes fonctions macroéconomiques autorisait une première confrontation entre l'évolution de ces grandeurs et celle interne au système productif lui-même. Il ne s'agissait cependant pas du système productif français proprement dit, mais du résultat de l'interaction entre lui et l'économie mondiale à travers la prise en compte des échanges extérieurs dans le système des sections. Pour comprendre correctement les liens effectifs, directs, entre le système productif français et la dynamique macroéconomique, telle qu'elle a été caractérisée ci-dessus, il est nécessaire de situer les échanges internationaux dans la division en sections. C'est ce que permet la prise en compte d'une section exportatrice S_3 avec ses caractéristiques productives (effectif, Fbcf, valeur ajoutée, capital), et le classement des importations selon leur fonction sectionnelle, comme indiqué dans la partie méthodologique.

Il s'agit d'une analyse en sections productives proprement nationales, définies non seulement par rapport aux fonctions macroéconomiques (accumulation, consommation) mais aussi par rapport aux frontières nationales, en trois grandes sections donc (S_1 production et distribution intérieure des biens d'équipement

intérieurs, S_2 production et distribution intérieure des biens de consommation intérieurs, S_3 section exportatrice). Elle fait apparaître des phases très différenciées dans l'évolution internationale du système productif français qui permettent de comprendre certaines des difficultés passées ou actuelles.

Les phases de l'internationalisation

D'une manière générale, on ne saurait dire, sur la période étudiée, qu'il y ait discordance entre le mouvement des sections « nationales » (S_1 et S_2) et celui des sections « internationalisées » (\bar{S}_1 et \bar{S}_2), comme le révèle la comparaison des graphiques G14 et G1. Autrement dit il y a un rapport relativement étroit entre l'évolution des grandeurs macroéconomiques et leur correspondant dans le système productif national ; ce qui signifie que l'économie française a une certaine cohérence qui devrait lui donner quelque solidité.

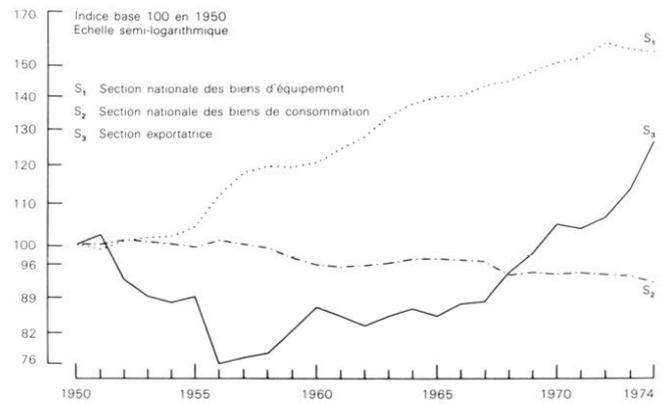
Mais cette remarque, très générale, doit être fortement modifiée lorsqu'on examine les choses plus en profondeur. D'une part, les caractéristiques structurelles de l'internationalisation des deux sections sont très différentes : la section nationale S_1 des biens d'équipement ne couvre qu'une partie toujours beaucoup plus faible du marché intérieur que la section nationale S_2 des biens de consommation (cf. graphique G15). C'est un résultat qui ne surprendra pas, certes, mais qui est d'une grande netteté. D'autre part, l'internationalisation de l'économie française connaît des phases très différentes et très opposées dans le temps qui amènent à infléchir singulièrement le jugement sur l'apparente autonomie du système productif national, en particulier en fin de période.

Jusqu'en 1956-57, l'économie française de l'après-guerre se reconstruit autour d'elle-même...

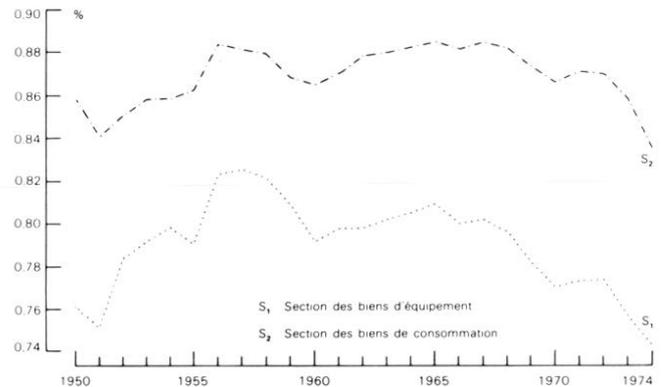
Fortement ébranlée par la guerre, devenue très dépendante de l'étranger (cf. graphique G15), l'économie française connaît jusqu'en 1956-57 une autonomisation forte qui se traduit par une reconquête rapide et importante du marché intérieur, et par une diminution non moins spectaculaire des activités d'exportation (cf. graphique G14), la redistribution de la main-d'œuvre vers les activités de production et de distribution à usage intérieur. Les taux de couverture, mesurés dans le système des sections, passent de 75-76% pour les biens d'équipement en 50-51 à 82% en 56, de 84-85% pour les biens de consommation à 88%. La poussée est particulièrement nette pour les biens d'équipement, ce qui se traduit par une légère croissance des effectifs et de la valeur ajoutée nationale dans cette section dès 1952-53, qu'on ne retrouve au niveau des grandes sections internationalisées que plus tard en 1956. Les effectifs travaillant à l'exportation (S_3) diminuent brutalement (27% en 5 ans de 51 à 56).

L'augmentation très rapide de la consommation, alimentée par la production nationale (S_2), joue un rôle central jusqu'en 1957 comme en témoigne le graphique G16. Il y a ensuite un infléchissement net et durable de la croissance de la consommation, le relais étant pris par la section nationale des biens d'équipement

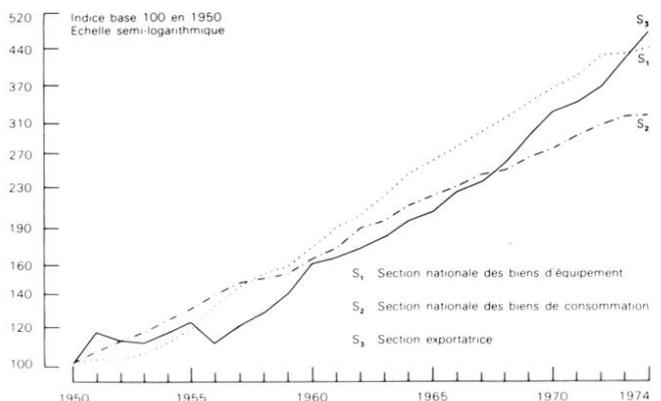
Graphique G14 : Effectif des grandes sections « nationales »



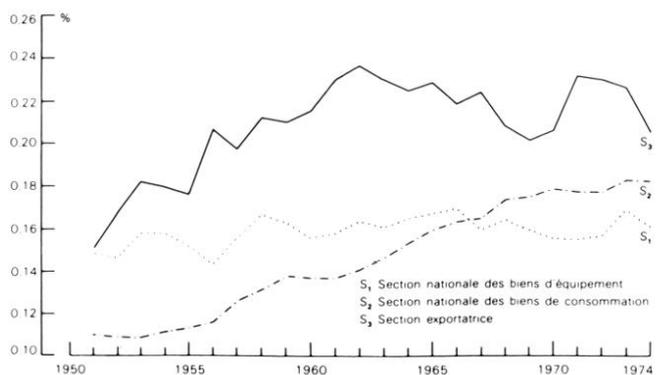
Graphique G15 : Taux de couverture apparent du marché intérieur par grandes sections



Graphique G16 : Valeur ajoutée (prix 63) par grandes sections nationales



Graphique G17 : « Composition-travail » (travail vivant indirect/travail vivant direct), corrigée de l'accumulation nette, par grandes sections « nationales »



ment (S_1), qu'il s'agisse de l'emploi ou de la valeur ajoutée. Le démarrage de la section S_1 est alors d'autant plus brutal qu'il bénéficie des prix relatifs très favorables issus de la crise de 50-52, et d'une demande d'investissement vigoureuse, non seulement de la section S_2 mais également de la section exportatrice S_3 avec une grande force, et dans une moindre mesure d'elle-même (S_1), du fait de son propre développement (cf. graphique G17).

La période 50-56-57 apparaît ainsi comme une transition très dynamique : après la reconstruction ponctuelle (par secteurs) de l'immédiat après-guerre dans le cadre d'une externalisation forte du 1^{er} Plan, elle assure la reconstruction globale (par sections productives) d'une économie centrée sur elle-même, fondée principalement sur la croissance (puis la transformation) de la consommation (des conditions d'existence), acquérant progressivement force, indépendance et cohérence, et bénéficiant de gains de productivité apparente du travail (dans S_2) élevés, aisés, et peu coûteux (en investissements). Mais elle prépare et engendre à partir de 55-56 aussi le régime d'accumulation intensive analysé en deux sections et qui exige une dynamique puissante de \bar{S}_1 , donc de S_1 , des gains de productivité importants dans cette section (ce qui n'était pas le cas jusque là). De ce fait, il devient moins important (et plus difficile) de préserver des liens coloniaux privilégiés que de s'ouvrir aux équipements et aux structures productives les plus efficaces, et de transformer les conditions de production en conséquence.

...de 1958 à 1967 :
une reconversion internationale difficile
mais surmontée...

L'année 1958 sanctionne dans les institutions internationales (décolonisation, Marché commun), les transformations rendues nécessaires par le démarrage du nouveau régime d'accumulation. Il s'agit d'une reconversion fondamentale. Elle est douloureuse et s'était déjà traduite par une poussée inflationniste très vive et immédiate (dès 55-56 : il est vrai qu'il s'agit également des débuts de la guerre d'Algérie), prolongée dans une vive récession en 58-59, deux dévaluations successives. Après une très forte croissance (+ 13,5% en deux ans de 56 à 57), les effectifs de S_1 stagnent, ceux de S_2 continuent de décroître, ils n'augmentent que dans la section exportatrice (S_3) de manière soutenue (+ 11% en deux ans de 59 à 60). Les taux de couverture choient rapidement pendant les années 58-59-60, surtout dans la section S_1 (cf. graphique G15). La reconversion internationale entraîne donc une récession, sorte de transition nécessaire vers les nouvelles modalités de la croissance et des rapports internationaux, moins brutale toutefois que celle du début des années 50. A partir de 1960-61, la fragilité et l'instabilité des rapports avec l'extérieur s'estompent. La situation est consolidée au niveau de 1959, la partie de l'activité nationale internationalisée reste constante, diminue même, les effectifs de la section exportatrice (S_3) cessent de progresser. C'est de nouveau une dynamique économique intérieure qui s'instaure, mais à la différence de ce qu'on observait jusqu'à 56-57, elle n'est pas fondée sur la reconquête du marché intérieur, même si elle le grignote peu à peu (cf. graphique G15), mais sur le fonctionnement pur, et national, du régime central d'accumulation

décrit antérieurement. La période 60-67 est, de ce point de vue, parfaitement représentative de ce type de croissance en France selon ces traits essentiels de l'après-guerre, déjà analysés : transformation de la section S_2 qui permet un accroissement de la consommation grâce aux gains de productivité qui y sont réalisés, alourdissement corollaire qui se traduit par une extension plus rapide de S_1 et la création nette d'emplois dans cette seule section. Efficacité, au contraire, de l'investissement dans S_1 où les gains de productivité rejoignent enfin ceux de S_2 sans que la composition-travail n'augmente pour autant. Pendant toute cette période la dynamique intérieure ainsi décrite coïncide parfaitement avec la dynamique internationale, de sorte qu'on peut parler d'une forte cohérence d'ensemble. Mais c'est peut-être cette cohérence même qui fait que l'économie française se prépare progressivement à affronter les contradictions propres au régime d'accumulation intensive centrée sur la transformation de la section nationale S_2 des biens de consommation. L'alourdissement de S_2 , parallèle alors à celui de \bar{S}_2 , ou si l'on préfère la croissance plus rapide de $S_2^?$ (biens d'équipement pour la section S_2), a pour conséquence de rendre peu à peu plus délicate la diminution du coût de la consommation, c'est-à-dire que l'économie se trouve placée devant le choix difficile qu'offre tôt ou tard ce type de croissance : ou réduire la consommation pour permettre de dégager les moyens d'une accumulation accrue, mais avec le risque d'en contracter les débouchés et de ne faire que repousser les difficultés, ou, au contraire, pousser la progression de la consommation au plus près des possibilités de l'appareil de production installé de manière à bénéficier, au moins temporairement, de la bonne utilisation consécutive des capacités de production, et du déplacement relatif corollaire du revenu en faveur des profits. Mais il s'agit, là encore, d'une solution de courte durée. La troisième voie est celle de la conquête des marchés étrangers, de la recherche systématique des positions fortes, de bonne compétitivité, et de l'exportation non seulement des marchandises, mais des difficultés intérieures...

Le plan de stabilisation de 1963 allait nettement dans la première direction. Dans une phase de relative contraction de l'économie mondiale, il freinait l'expansion très rapide qu'avait connue l'économie à la suite du retour des français d'Algérie, et ne provoquait l'effet attendu (déplacement des revenus en faveur des profits) qu'à travers un début de récession dangereux. Il obligeait, par contre, les entreprises à regarder du côté des marchés extérieurs et à se préparer à les affronter, à travers d'importantes mutations économiques et institutionnelles.

...à partir de 1968
une internationalisation rapide

S'il est vrai que c'est la relance de la consommation, à la suite des mouvements de mai et des accords salariaux de Grenelle, qui a donné à l'économie française en 68, le coup de fouet dont elle avait sérieusement besoin, il s'agissait, dans une large mesure, d'un rattrapage consécutif au plan de stabilisation qui avait surtout sacrifié la progression du pouvoir d'achat des salariés. Mais, historiquement, ce qui demeure, est moins cette relance, indispensable, que l'envol brutal des exportations, et des importations, le démarrage d'une phase nouvelle d'internationalisation très rapide

de l'économie française. Il y a là un paradoxe : on relance la consommation, par le biais très simple des hausses importantes de salaires, et voilà que les exportations (et les importations), stagnantes depuis des années, démarrent brutalement ! Doit-on y voir une coïncidence entre le rattrapage de 68, l'aboutissement du plan de stabilisation qui aurait incité les entreprises à préparer la conquête des marchés étrangers, et le fait que la machine tournant alors au maximum de ses capacités permet une réduction sensible des coûts unitaires ; la recherche donc systématique de débouchés supplémentaires à l'étranger dans de bonnes conditions de compétitivité (en partie grâce à la dévaluation de 1969), de même qu'une augmentation substantielle des importations pour combler les pénuries ? Il y a là un point à approfondir mais les indicateurs disponibles laissent supposer qu'il y a bien conjonction, avec des aspects cumulatifs, de ces phénomènes : par exemple, la croissance rapide des exportations date de la 2^e moitié de 1967 et n'est peut-être pas indépendante non plus de la reprise en Allemagne.

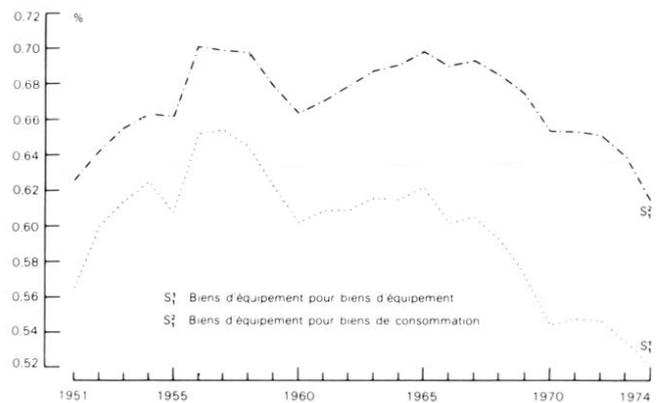
En 7 ans, de 1967 à 1974, les effectifs de la section exportatrice (S_3) qui se trouvaient à leur niveau de 1960, c'est-à-dire de 1954 (cf. graphique G14), augmentent de manière considérable (+ 34,6% en valeur relative, soit + 921.000 en nombre absolu), alors que dans le même temps les effectifs de S_1 croissent de 8,1% (soit 1,1% par an contre 2,7% par an entre 59 et 67, soit 235.000 en nombre absolu), ceux de S_2 diminuant de 4,6% soit -510.000. Conséquence de cette internationalisation rapide : le taux de couverture s'effondre (cf. graphique G15) tant pour les biens d'équipement (80% en 67, 74% en 74) que ceux de consommation (88% en 67, 83% en 74). L'économie française rentre ainsi dans une phase nouvelle marquée par une internationalisation rapide de la consommation, du capital fixe productif, et le développement spectaculaire de la valeur exportée, c'est-à-dire de la partie de l'activité tournée vers l'extérieur. Il est particulièrement intéressant de remarquer que la croissance, ralentie, des effectifs de la section nationale S_1 des biens d'équipement ne repose alors plus sur la transformation des conditions de production dans S_2 (section nationale des biens de consommation) (cf. graphique G17) mais presque uniquement sur la croissance et la transformation de la section exportatrice (avec un appoint de S_1 en 71-72 ; cf. graphiques G19 et G20). Les effectifs de S_3^1 (biens d'équipement pour la section exportatrice) augmentent de 200.000 en 7 ans, ce qui, s'ajoutant à ceux de S_3 , provoque une augmentation des effectifs travaillant à l'exportation de 1.121.000 en 7 ans (section exportatrice autonome Σ_3) !

Cette transformation est très importante. Plus peut-être que ne le laisserait imaginer un examen superficiel. En effet, si le débouché dynamique de S_1 est S_3^1 (biens d'équipement pour la section exportatrice), c'est-à-dire la transformation des conditions de production dans la section exportatrice, cela signifie que l'extension de S_1 , la valorisation du capital français et la poursuite éventuelle du régime d'accumulation antérieur, se trouvent progressivement assurés non plus par la dynamique interne de l'économie, comme c'était le cas jusqu'en 1968, mais par sa dynamique externe, par sa « compétitivité ». C'est une transition de taille qui se traduit par une diminution encore plus rapide de la partie de l'activité économique française qui

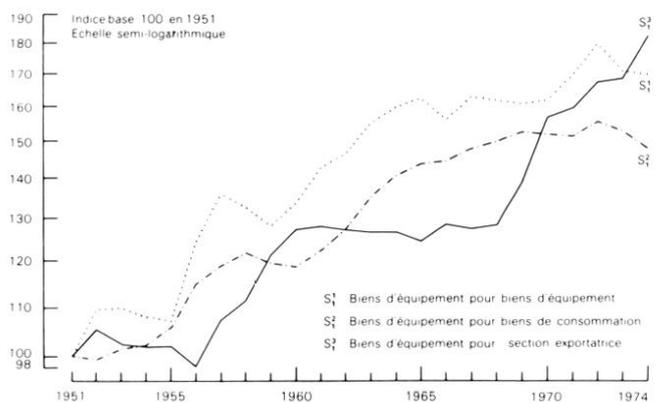
boucle effectivement sur elle-même. Le graphique G18 est à ce sujet fort éloquent. Le taux de couverture du marché intérieur des biens d'équipement destinés à la section des biens de consommation passe de 69% en 67 à 62% en 74, celui des biens d'équipement destinés à la section des biens d'équipement chute en 7 ans de 60,5% à 52%.

Le noyau productif intégré proprement français rétrécit très vite. Il était pourtant resté stable, avait même légèrement progressé de 60 à 67 (de 66% à 69%) pour S_1^2 (biens d'équipement pour la section S_2 des biens de consommation), de 60% en 60 à 62% en 65 pour S_1^1 (biens d'équipement pour la section S_1 des biens d'équipement), mais dans cette section la chute avait commencé dès 66 (cf. graphique G18). Ces chiffres sous-estiment pourtant encore largement la réalité si l'on

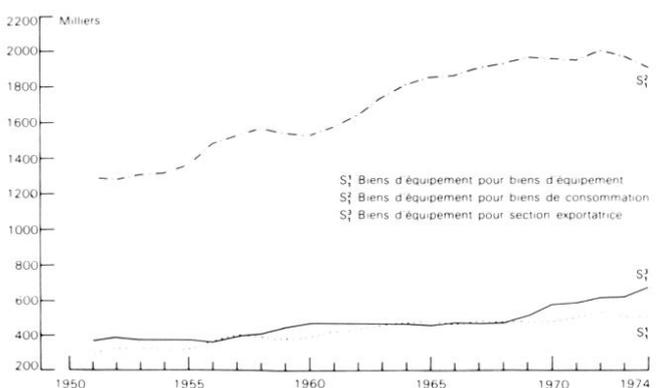
Graphique G18 : Taux de couverture apparent du marché intérieur



Graphique G19 : Effectifs (niveau relatif) dans S_1^1 , S_1^2 , S_3^1



Graphique G20 : Effectifs (niveau absolu) dans S_1^1 , S_1^2 , S_3^1



veut bien se souvenir que notre définition des sections ne se limite pas aux machines-outils, mais à la valeur directe globale des biens d'équipement (y compris transport, commerce, bâtiments, génie civil, etc., toutes activités restant spécifiquement nationales).

L'internationalisation
du système productif
est le résultat
d'un processus hétérogène
qui transforme peu à peu
le rôle des instruments
de la politique économique

On a déjà vu certaines des caractéristiques structurelles des importations de l'économie française. La section \bar{S}_1 des biens d'équipement est sensiblement plus internationalisée que \bar{S}_2 . De même, le taux de couverture de S_1^* (biens d'équipement pour biens d'équipement) est nettement inférieur à celui de S_2^* (biens d'équipement pour biens de consommation). Autrement dit, plus on descend au cœur du système productif, plus la fraction proprement nationale de la reproduction économique diminue.

La section des biens d'équipement fait plus appel à l'extérieur que celle des biens de consommation. Mais la fraction de la section des biens d'équipement qui fabrique des biens d'équipement pour elle, est elle-même beaucoup plus internationalisée que celle qui alimente en capital fixe productif la section des biens de consommation.

En outre, il y a une évolution dans le temps. Alors que de 50 à 57, cette différence structurelle avait plutôt diminué comme on peut le constater sur G15 ou G18, elle augmente très sensiblement au cours de la première phase brève d'internationalisation (ouverture du Marché commun) de 58 à 60 : elle est même le seul élément véritablement important de cette phase (cf. graphiques G15 et G18). Par la suite, de 60 à 65, le taux de couverture de \bar{S}_2^* (biens d'équipement pour biens de consommation) s'améliore très sensiblement, beaucoup plus que celui de \bar{S}_1^* (biens d'équipement pour biens d'équipement). Il y a donc poursuite d'un mouvement de différenciation, qui ne fait que s'accroître ensuite nettement à partir de 1965 dans l'un et l'autre cas. Ce n'est qu'en 73-74 que cette accentuation des différences structurelles prend fin, précisément lorsque l'accumulation et la valorisation du capital deviennent problématiques.

Ici apparaît un problème absolument central : le noyau dur du capitalisme français, ce qui gouverne sa reproduction, la transformation des conditions de production non seulement des biens de consommation mais encore et surtout des biens d'équipement, passe à l'extérieur. En quelques années donc, à partir de 1968, l'économie française se transforme fondamentalement. Non seulement, elle change de dynamique, de moteur, mais en plus, si l'on veut bien me passer l'image, elle change de conducteur : la conception passe à l'extérieur. Jusque là, la politique économique devait répondre principalement à la question suivante : quel savant dosage établir entre augmentation du pouvoir d'achat (en volume) des travailleurs nationaux (trans-

formation de leurs conditions d'existence), augmentation de la productivité dans \bar{S}_2 (transformation des conditions de production), développement corollaire de \bar{S}_1 et donc des possibilités d'accumulation et de valorisation du capital, pour que cet ensemble progresse de manière rapide, à peu près continue et harmonieuse ? Il subsistait, en outre, une marge de manœuvre toute relative certes, mais non nulle, sur les modalités d'organisation du travail, des conditions d'existence.

Après 1968, en quelques années, tout change, la problématique s'inverse (c'est pourquoi les schémas keynésiens ne s'appliquent plus), l'objet de la politique économique n'est plus d'établir le savant dosage signalé plus haut, mais de prendre une place, la meilleure possible, et de la préserver, dans la division internationale du travail. Et l'autonomie de conception s'en allant aussi, le problème est de réduire les coûts (« compétitivité ») et de rechercher les bonnes spécialisations (« redéploiement »). Il faut limiter les salaires, restructurer l'industrie et d'une manière générale l'économie (« rationalisation ») en fonction des nouveaux objectifs. Dans ces conditions, la tentation est grande pour le capital fractionné, privé, d'aller s'implanter ailleurs pour y chercher des salaires bas, mais des débouchés aussi, de plus en plus.

La politique économique, la politique tout court, s'en trouvent évidemment modifiées : politique des salaires, monétaire, budgétaire, des taux de change et des relations avec l'extérieur, de l'accumulation, du pouvoir d'achat, de la concentration industrielle et financière, etc. Un point, en particulier, mérite d'être noté : le problème du chômage ne se pose plus exactement de la même façon. Jusque là, l'apparition d'un volant important de chômage était d'abord un frein à la croissance (manque de débouchés intérieurs) de même qu'à la valorisation du capital (autant de « valeur » non créée, de plus-value nette potentielle perdue) : la dynamique économique jouait dans le sens de politiques de plein emploi. Dans cette dernière période, le problème s'inverse. Le chômage permet, en principe, de peser sur la progression des salaires et d'améliorer en conséquence la compétitivité ; il est, en même temps, l'instrument (conséquence et moyen) du redéploiement et de la redistribution de l'économie française dans l'espace économique international (redistribution intersectorielle interne et externe). Surtout, il s'agit maintenant d'exporter le chômage (comme le reste) par des politiques (« austerité ») qui ont malheureusement pour vertu, au niveau mondial, de l'étendre.

Les transformations sont donc profondes dans cette seconde moitié des années 60, et elles exercent tous leurs effets au début des années 70. Les contraintes du régime central d'accumulation de l'après-guerre deviennent de plus en plus pesantes, se resserrent et rendent difficile parce que contradictoire le double objectif de rentabilisation du capital accumulé et de réalisation de la production. La dynamique de l'économie française se déplace de l'intérieur vers l'extérieur ce qui inverse, ou affecte fortement et durablement, les modalités de la régulation interne et externe (formation des prix, salaires, emploi, etc.), le rôle des instruments de la politique économique, les conséquences des changements du régime d'accumulation, et le fonctionnement même, dans ses consé-

quences économiques nationales et internationales, du système productif français.

L'instrument construit a permis de faire apparaître les traits essentiels et les phases dans l'accumulation et la croissance, de repérer les principales difficultés, le développement des contradictions les plus importantes, les mutations et les transformations conséquentes destinées à assurer la reproduction des conditions économiques et sociales antérieures les plus fondamentales. Ce travail fait au niveau le plus macroéconomique, celui de la division accumulation-consommation, et des frontières nationales, il y a lieu de l'approfondir à l'intérieur même du système productif français, analysé en petites sections et sous-sections, pour y préciser et affiner les caractérisations et interrogations déjà élaborées en grandes sections.

A l'intérieur du système productif

L'objet du découpage en sections productives, et son originalité, est de regrouper les activités économiques selon leur fonction macroéconomique centrale. L'intérêt et la force de cette méthode d'analyse, c'est qu'elle permet d'établir un lien direct entre le fonctionnement économique d'ensemble et le système productif, dans ses traits nationaux ou internationaux, globaux ou détaillés. L'analyse sectionnelle jette ainsi un pont indispensable entre macroéconomie et système productif, avec des matériaux qui, eux, existaient depuis déjà un certain temps sous la forme de tableaux d'entrées-sorties. Ce pont permet, en principe, d'aller des éléments les plus globaux, aux plus détaillés. Les analyses précédentes ont permis de caractériser la dynamique du système productif dans sa dimension macroéconomique, d'en tirer des conclusions et des interrogations importantes. Il y a lieu de pénétrer à l'intérieur du système productif, pour essayer d'y découvrir et d'y mieux situer l'origine de ces faits, les rouages qui les composent et les organisent.

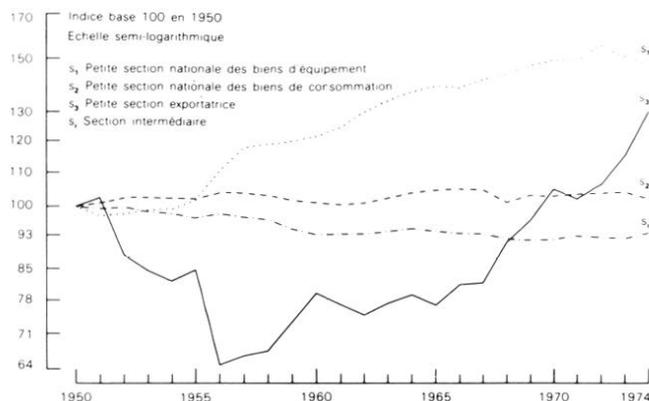
Cette décomposition plus fine peut se faire selon plusieurs voies. Deux sont proposées ici. La première consiste simplement à distinguer les sections intermédiaires des sections finales, et donc des stades dans les processus productifs, points de repère déjà plus précis des phénomènes décrits antérieurement. La deuxième a trait à la nature des activités à l'intérieur de chaque section, petite ou grande, c'est-à-dire au croisement de la division sectionnelle avec celle en branches ou en secteurs. Autrement dit, sont distinguées dans chaque section les activités selon une nomenclature de branche (agriculture, laa, etc., services, commerces).

Il s'agit d'un travail évidemment lourd, mais qui devrait être fructueux puisqu'il permet de poser et de situer les questions macroéconomiques dans le détail du système productif, et à l'inverse d'envisager les conséquences macroéconomiques des évolutions du système productif. Seules quelques voies de cette étude, encore à l'ébauche, sont présentées ici.

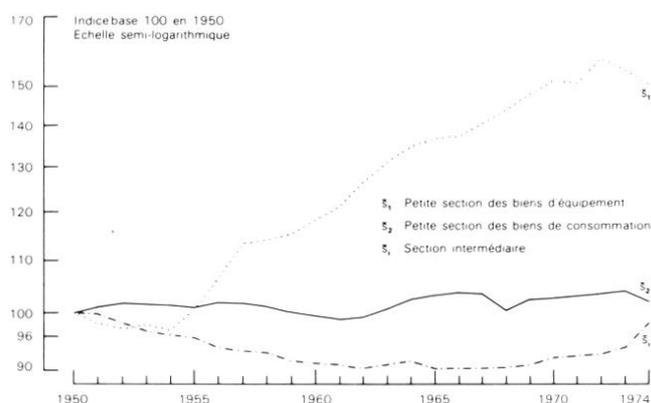
L'évolution des grandes sections
se retrouve, pour une bonne part,
dans les petites sections

Il n'est pas inutile pour aborder cette partie de revoir les schémas de présentation des petites sections (p. 13) pour bien les situer les unes par rapport aux grandes sections de même que les unes par rapport aux autres, ni de rappeler que la section des biens inter-

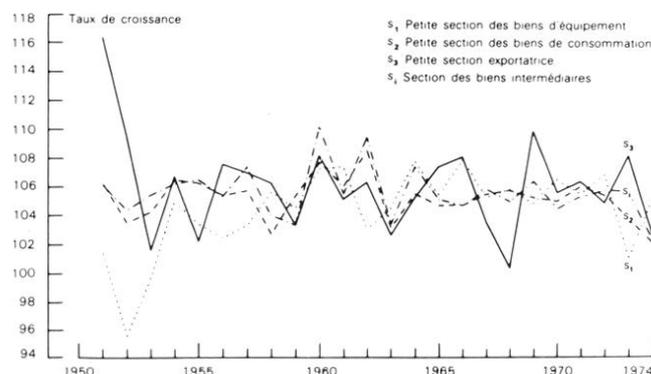
Graphique G21 : Effectif des petites sections « nationales »



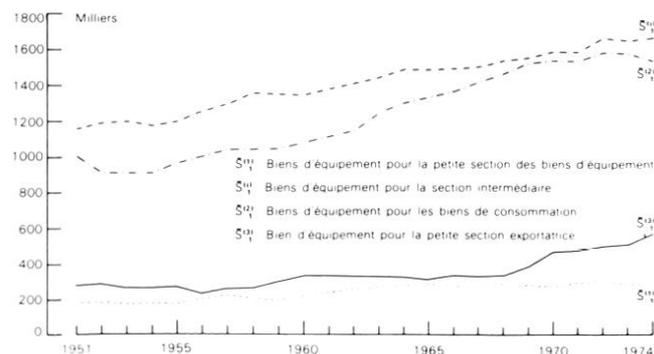
Graphique G22 : Effectif des petites sections « internationalisées »



Graphique G23 : Productivité apparente du travail (taux de croissance) des petites sections « nationales »



Graphique G24 : Effectif fractionné de la grande section des biens d'équipement par destination



médières est définie nécessairement de façon arbitraire, en référence à un niveau d'agrégation de départ. En l'occurrence, il s'agit d'une décomposition en 29 branches. Un niveau de départ en 7 branches donnerait une section des biens intermédiaires (s_i) beaucoup plus réduite. Un niveau plus détaillé l'élargirait au contraire considérablement. A titre d'illustration, la section des biens intermédiaires (après prise en compte des échanges extérieurs) comprend 45,6% des effectifs employés en 1950, 42,2% en 1974 : avant échanges, elle en comprend 39,3% en 50 et 34,4% en 74. Il s'agit d'une définition assez large des biens intermédiaires. Le résultat est évidemment que les petites sections des biens d'équipement (s_1), des biens de consommation (s_2) ou exportatrice (s_3) sont considérablement réduites. Ainsi \bar{s}_1 (petite section des biens d'équipement) passe de 8,6% des effectifs en 50 à 12,2% en 74, à comparer à 16,3% et 23,8% pour \bar{S}_1 . La moitié seulement des effectifs de la grande section \bar{S}_1 subsiste dans la petite section \bar{s}_1 . Pour la section S_2 des biens de consommation on passe de 43,7% en 1950 à 42,0% en 1974 en petite section et de 80,9% en 50 à 72,6% en 74 en grande section : la proportion des biens intermédiaires est ainsi un peu inférieure. Les résultats s'inversent toutefois si on examine ces mêmes proportions avant échanges. Enfin, la petite section exportatrice s_3 fait 9,0% des effectifs en 50 et 11,0% en 74, la grande (S_3) passe de 14,5% à 17,3%, soit un pourcentage bien inférieur.

La section intermédiaire apparaît au premier abord, comme passablement neutre...

Le mouvement des grandes sections se retrouve apparemment, pour l'essentiel en petites sections comme le montre l'examen des graphiques G21 et G22 : les grandes évolutions des effectifs analysés dans \bar{S}_1 , \bar{S}_2 ainsi que dans S_1 , S_2 , S_3 , apparaissent aussi dans les petites sections : extension inégale de s_1 , stagnation de s_2 , fluctuations conjoncturelles, phases de l'internationalisation, etc. La section intermédiaire apparaît à première vue comme passablement neutre.

Mais ceci est l'apparence. Il y a, lorsqu'on regarde de plus près, des changements considérables. On pourra constater en particulier en étudiant les sous-sections intermédiaires que c'est parfois l'inverse ! Certaines des caractéristiques macroéconomiques essentielles des grandes sections (S_1 , S_2 , S_3) ne se trouvent pas dans les petites sections (finales) (s_1 , s_2 , s_3) mais dans les sous-sections intermédiaires correspondantes (s_1^1 , s_1^2 , s_1^3).

... elle est, en réalité, l'objet d'une évolution spécifique, en particulier dans son internationalisation

S'agissant tout d'abord de la section intermédiaire non différenciée (s_i), son importance décroît nettement, du moins en ce qui concerne les effectifs. Ceux-ci diminuent légèrement en nombre absolu de 7,6 à 7,5 M., au cours des 25 années considérées, mais surtout relativement à l'ensemble de la population active : 45,6% en 1950, 42,2% en 1974. Il ne s'agit toutefois pas d'un mouvement continu : il est fort de

50 à 60, il y a ensuite un tassement et une quasi stabilité des effectifs sauf en 1973-74 lorsqu'on tient compte des échanges internationaux, conséquence évidemment de la crise pétrolière (cf. graphiques G21 et G22).

La décroissance des effectifs de la section S_2 des biens de consommation (ou \bar{S}_2) jusqu'en 60-62 est donc en réalité la conséquence de celle des effectifs de s_i comme de \bar{s}_i , ou, si l'on préfère, des gains de productivité dans les processus productifs intermédiaires. Les gains de productivité dans la section intermédiaire sont, en effet, particulièrement élevés jusqu'en 65, le relais étant assuré alors par les petites sections des biens d'équipement et exportatrice (cf. graphique G23). De même, la petite section des biens de consommation (s_2) qui faisait jusqu'en 62 des gains de productivité plutôt supérieurs à la moyenne passe régulièrement en-dessous. On retrouve donc ici le tournant dans la localisation des gains de productivité déjà observé en grandes sections au début des années 60.

Dans cette première moitié des années 60 se produit également un changement important dans les débouchés de l'accumulation. Jusqu'en 62, section finale des biens de consommation (s_2) et section intermédiaire (s_i) jouent un rôle à peu près égal dans les débouchés de la section des biens d'équipement (\bar{S}_1). Mais progressivement les débouchés dans s_i se stabilisent, le relais étant assuré jusqu'en 69 par une accélération dans s_2 (cf. graphique G24). Le démarrage de la petite section exportatrice s_3 , et une timide reprise dans s_i , ne peuvent compenser alors l'arrêt de la progression de l'accumulation dans la petite section des biens de consommation s_2 .

On retrouve donc bien certains des résultats établis en grandes sections, mais l'évolution dans s_2 est moins régulière tandis que l'importance de la section intermédiaire dans l'accumulation est telle qu'il est inévitable de poursuivre l'analyse au niveau des sous-sections intermédiaires. L'examen du graphique G25 apporte également une information riche et importante sur les traits et les phases de l'internationalisation. D'une part, le taux de couverture dans la section finale des biens de consommation (s_2) est très élevé, croît effectivement jusqu'en 56, et ne manifeste ensuite qu'une tendance très lente à la diminution. La section la plus faiblement couverte est la section intermédiaire et les renversements qu'on observait sur le taux de couverture de la grande section nationale S_2 des biens de consommation n'étaient en réalité pas le fait de la petite section s_2 mais de s_i , plus exactement de s_i^2 (biens intermédiaires pour biens de consommation) ; l'internationalisation de S_2 à partir de 1966-67 se joue presque uniquement dans s_i^2 , dans la partie amont du système productif. Par ailleurs, le mouvement de reconquête, au moins de stabilisation, du marché des biens d'équipement qui apparaissait à l'analyse du taux de couverture de la grande section des biens d'équipement S_1 , ne se retrouve pas du tout dans la petite section s_1 . Mieux, il y a une dégradation continue, amorcée en 1960, et accélérée, mais sans brutalité, à partir de 1968. Le mouvement de reconquête du marché intérieur est, en réalité, le fait de la seule section intermédiaire qui, une fois passé le choc de l'entrée dans le Marché commun jusqu'en 1960, voit son taux de couverture remonter très régulièrement jusqu'en 65. Ces remarques infléchissent et pré-

cisent de manière importante les observations faites en grandes sections :

dès l'entrée dans le Marché commun, il y a détérioration régulière du taux de couverture du marché des biens d'équipement ;

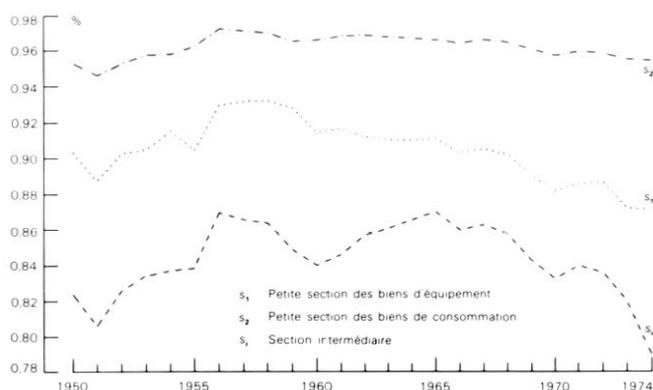
il n'y a pas de reconquête du marché des biens de consommation après 60 puisque ce marché ne s'est pas détérioré ;

la reconquête, et même au-delà, est celle du marché des biens intermédiaires. Après un choc très dur entre 57 et 60, l'économie française se dote d'une section intermédiaire solide ;

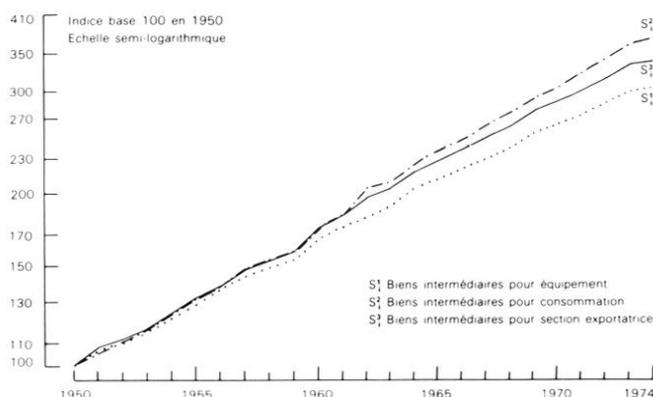
enfin l'internationalisation accélérée à partir de 68 est générale, certes, mais elle est le fait principalement de cette section intermédiaire. Ainsi elle pénètre en profondeur le système productif, pas seulement l'équipement, mouvement déjà amorcé depuis 1959, mais l'ensemble des échanges, du fonctionnement quotidien des unités de production. Il s'agit en fait d'une nouvelle phase quantitative et qualitative dans l'internationalisation de l'économie française.

Si la première phase de l'internationalisation décrite antérieurement reste inchangée, entre 50 et 57, la période suivante (jusqu'en 67) doit être caractérisée autrement. L'économie française rentre dans une première phase d'internationalisation qui atteint le marché final des biens d'équipement, l'investissement, tandis qu'elle reconstruit, après le rude choc de 1958, une section intermédiaire forte qui demeure et même devient de plus en plus l'un des axes essentiels de la croissance et de l'accumulation. La pureté et la cohérence du régime central d'accumulation que nous avions crues déceler pendant cette période sont donc altérées. Enfin la troisième phase, à partir de 68 n'atteint finalement que très peu le marché de la consommation (s_2), beaucoup celui des biens d'équipement (s_i) et très brutalement, dès le début du plan de stabilisation (il convient de le noter), la section intermédiaire. Dans cette dernière période, il n'y a donc pas simplement un changement quantitatif, une internationalisation accélérée touchant d'une manière homogène l'ensemble de l'économie : il y a un renversement de la politique, des choix économiques précédents, l'acceptation définitive et claire d'une internationalisation complète et rapide du système productif français dans ses profondeurs et son fonctionnement quotidien. Désormais les problèmes de la monnaie nationale, du change, du système monétaire international, du contrôle des filières mondiales de production, prennent une importance décisive, omniprésente, permanente. La nécessité de définir de nouveaux instruments ad hoc de la régulation internationale se fait sentir avec une acuité et des conséquences nouvelles par leur ampleur et leur poids. L'économie française rentre dans ce nouveau cercle vicieux de la croissance : développer les activités productives implique d'importer immédiatement, donc d'exporter immédiatement, donc de créer les conditions permanentes favorables à l'exportation, etc. L'internationalisation, dans cette nouvelle phase, appelle l'internationalisation, mais crée, faute des instruments appropriés, les conditions d'un dérèglement important et durable.

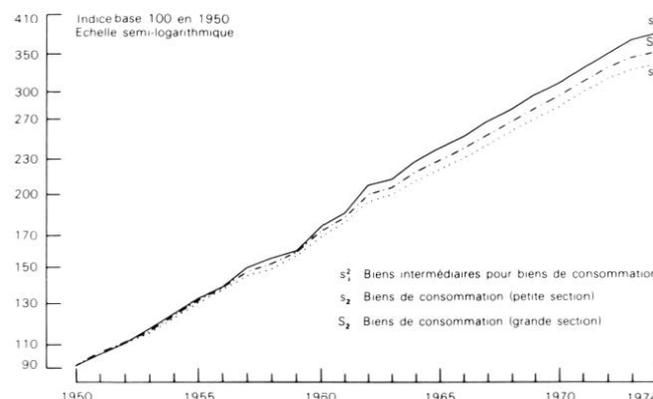
Graphique G25 : Taux de couverture apparent du marché intérieur



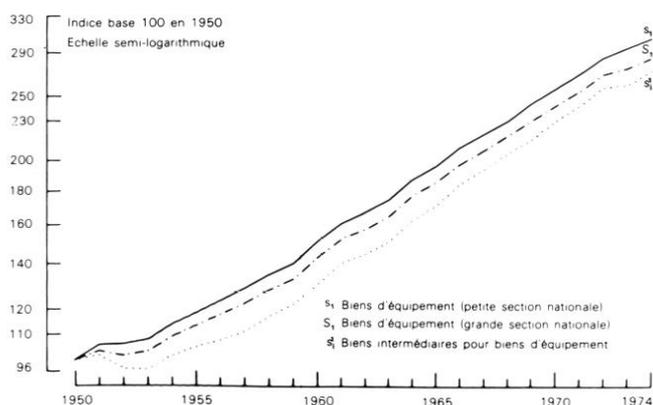
Graphique G26 : Productivité apparente du travail des sous-sections intermédiaires



Graphique G27 : Productivité apparente du travail des diverses fractions de la grande section des biens de consommation



Graphique G28 : Productivité apparente du travail des diverses fractions de la grande section des biens d'équipement



Les caractéristiques des sous-sections intermédiaires sont très différentes et expliquent, pour une bonne part, celles des sections correspondantes.

L'étude en petites sections, avec une section intermédiaire, a conduit à un repérage déjà un peu plus précis de certaines des observations en grandes sections, et à un infléchissement notable de commentaires précédents, en particulier sur les phases de l'internationalisation. Le découpage de la section intermédiaire selon la destination sectionnelle (biens intermédiaires pour biens d'équipement s_1^i , de consommation s_2^i , pour la petite section exportatrice s_3^i) permet d'aller beaucoup plus loin dans cette direction, et fait apparaître une très grande hétérogénéité de ces sous-sections intermédiaires.

La productivité apparente du travail croît beaucoup plus vite dans s_2^i que dans s_1^i (cf. graphique G26) à partir de la deuxième moitié des années 50 (la sous-section intermédiaire exportatrice est dans une situation médiane, comme pour l'ensemble des caractéristiques productives étudiées dans la suite). La très grande faiblesse de la productivité dans la section des biens d'équipement jusqu'en 57-58 est donc spécifiquement le fait de la transformation et de la distribution finale (cf. graphique G23), plus précisément d'ailleurs des branches industrielles de biens d'équipement. Le parallélisme surprenant des gains de productivité dans les grandes sections S_1 et S_2 après 62 est le résultat de deux phénomènes contraires : des gains plus rapides en amont dans la grande section des biens de consommation S_2 mais plus lents en aval (cf. graphiques G23 et G26). Il s'agit du résultat cumulé d'une accélération des gains de productivité dans S_2^i (intermédiaires pour consommation) à partir de 59-60, d'une décélération, au contraire dans S_1^i (intermédiaires pour équipement) et à l'inverse d'une légère décélération dans la petite section des biens de consommation s_2 et d'une accélération sensible dans s_1 . De ce fait la sous-section intermédiaire S_2^i tire la productivité dans la grande section des biens de consommation S_2 (cf. graphique G27) à partir de 1960, alors que la sous-section intermédiaire S_1^i la freine au contraire dans la grande section des biens d'équipement S_1 dès 1957-58 (cf. graphique G28).

Derrière l'apparente uniformité de la croissance de la productivité du travail en grandes sections, il y a donc en réalité une grande hétérogénéité dans la localisation des gains (selon les petites sections et sous-sections) et dans leur évolution.

Les gains de productivité supérieurs dans s_2^i (intermédiaires pour consommation) ne sont pas le résultat du hasard, mais d'un investissement beaucoup plus intensif comme en témoigne l'évolution du capital par tête dans les sous-sections intermédiaires (cf. graphique G29). Dès 1955, la croissance du capital par tête dans s_2^i (intermédiaires pour consommation) est beaucoup plus rapide que dans s_1^i (intermédiaires pour équipement). La différence est si sensible qu'elle va pratiquement du simple au double, bien supérieure aux écarts dans la croissance de la productivité apparente du travail. De ce fait, la sous-section s_2^i (intermédiaires pour consommation) s'alourdit sensiblement pendant la période étudiée, ce phénomène étant beaucoup plus limité dans s_1^i et s_3^i , du moins pendant

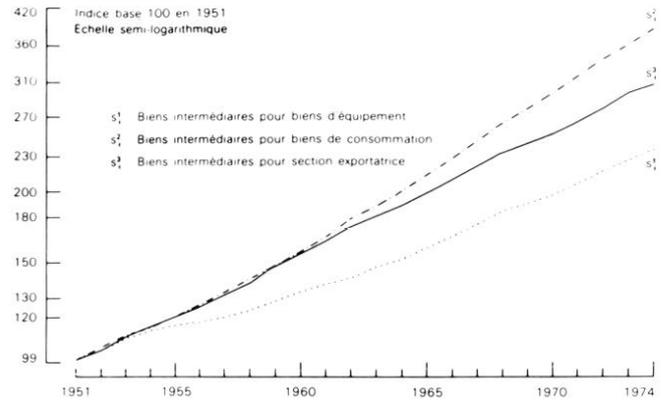
les années 60. Le graphique G30 utilise un indicateur ($Fbcf/Va$: Formation brute de capital fixe/Valeur ajoutée) qui est très proche de la « composition-travail » commentée par ailleurs en grandes sections. On voit clairement apparaître que l'alourdissement de s_1^2 (intermédiaires pour consommation) est le trait fondamental de la période 55-70, qu'on n'observe dans les autres sous-sections intermédiaires s_1^1 (et s_1^3) qu'au début (de 55 à 60), et à la fin (entre 69 et 72 pour s_1^1).

Autrement dit, on retrouve au niveau des sous-sections intermédiaires les résultats observés en grandes sections. Ce résultat est important et très étonnant : les différences importantes des caractéristiques productives des grandes sections, et leur évolution, sont déjà présentes au niveau intermédiaire de la production. La filière intermédiaire des biens d'équipement (s_1^1) est plus lourde après-guerre que celle des biens de consommation (s_1^2) mais ne s'alourdit guère, sauf au démarrage du régime d'accumulation à extension inégale, et à la fin. Celle des biens de consommation est relativement légère au départ mais s'alourdit considérablement, entre 1955 et 1970. C'est donc bien la transformation des conditions de production et de distribution et des biens produits dans la grande section des biens de consommation S_2 qui est l'élément dynamique de l'accumulation pendant la période 55-70 ; cependant, il ne s'agit pas seulement de la transformation finale ; ceci est vrai de l'ensemble de la filière, y compris en amont. Le parallélisme dans l'évolution de l'indicateur $Fbcf/Va$ entre l'aval et l'amont des diverses filières, à partir de niveaux très différents pourtant, est particulièrement frappant, et étonnant (cf. graphiques G31, G32 et G33), demanderait approfondissement. On est donc fondé à s'interroger sur les différences entre les sous-sections intermédiaires en terme de nature d'activité. La filière biens d'équipement est surtout utilisatrice de produits de la transformation des métaux, alors que celle des biens de consommation est plus diverse (agriculture, chimie, matériaux de construction, etc.). Il est intéressant de remarquer que la productivité apparente du travail est multipliée par 2,9 entre 50 et 74 (à comparer à 3,0 dans s_1^1) dans les trois principales branches métallurgiques (sidérurgie, non ferreux, première transformation des métaux), mais par 3,8 dans la chimie (3,7 dans s_1^2). Jusqu'à quel point est-il possible d'établir un lien étroit entre les données technologiques de base (filière métallique, filière chimique ici), les caractéristiques productives des sections et leurs conséquences macroéconomiques fondamentales, pour comprendre la période ? C'est une question qui demande un approfondissement sérieux dans cette tentative d'établir un pont entre macroéconomie et système productif.

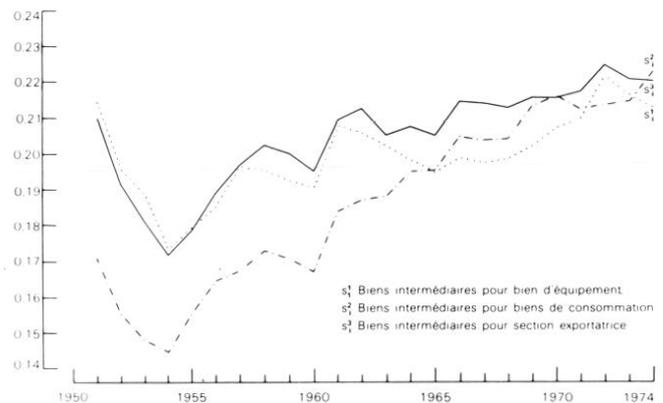
Ce qui demeure néanmoins c'est cette remarquable et surprenante concordance entre l'évolution des grandes sections et celle des sous-sections intermédiaires. La grande section des biens d'équipement S_1 , initialement lourde, est économe en capital, comme sa fraction intermédiaire s_1^1 , tandis que la section des biens de consommation S_2 , initialement légère, constitue au contraire un débouché croissant pour les biens d'investissement, comme sa fraction intermédiaire s_1^2 , et devient même plus lourde que S_1 , comme s_1^2 (intermédiaires pour consommation) devient plus lourde que s_1^1 (intermédiaires pour équipement).

Ces différences importantes dans l'accumulation des

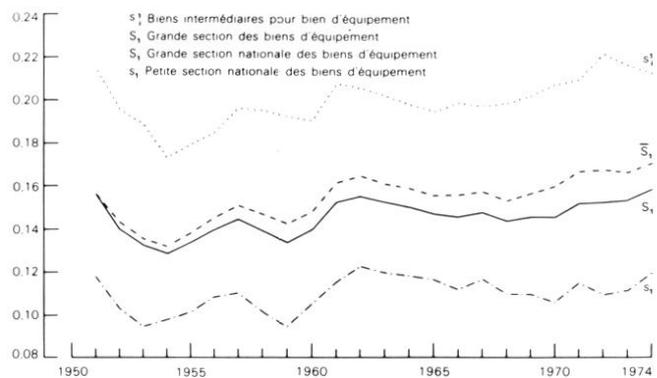
Graphique G29 : Capital par tête (prix 59) des diverses sous-sections intermédiaires



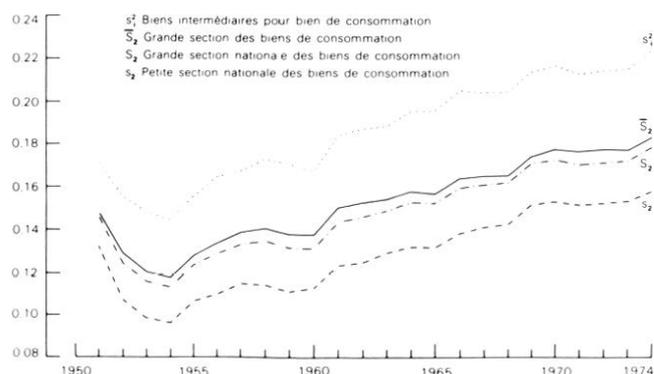
Graphique G30 : Taux d'investissement ($Fbcf/Va$) des sous-sections intermédiaires



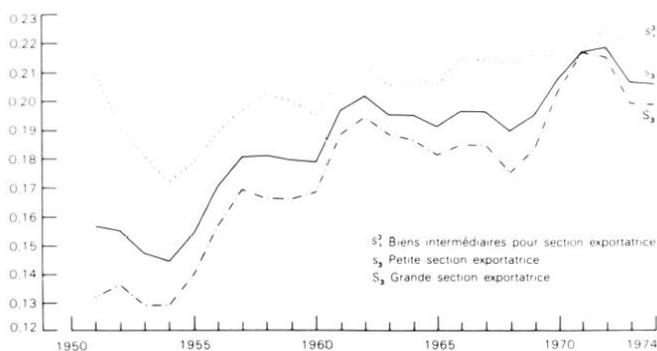
Graphique G31 : Taux d'investissement ($Fbcf/Va$) des diverses fractions de la grande section des biens d'équipement



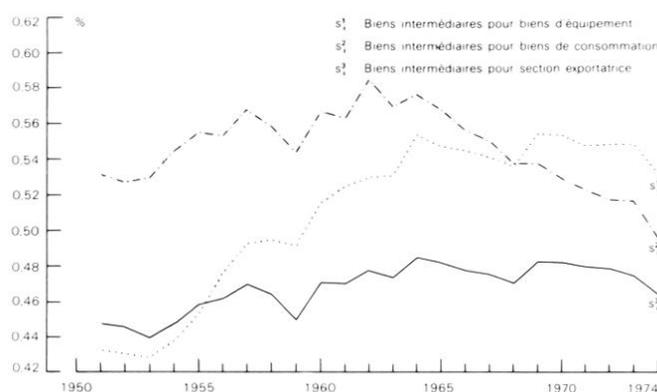
Graphique G32 : Taux d'investissement ($Fbcf/Va$) des diverses fractions de la grande section des biens de consommation



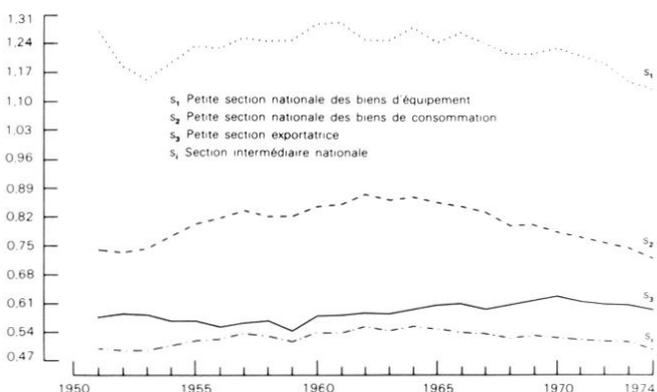
Graphique G33 : Taux d'investissement (Fbcf/Va) des diverses fractions de la grande section exportatrice



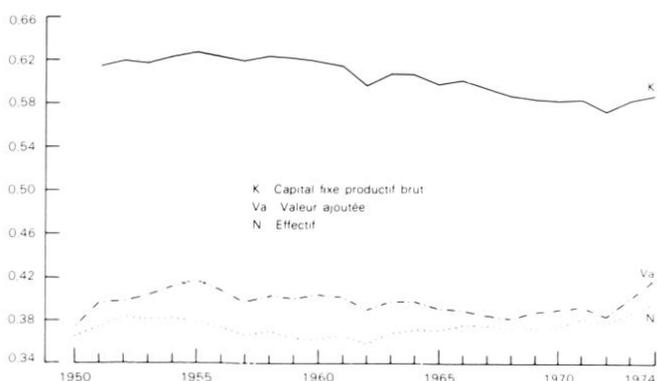
Graphique G34 : Productivité apparente du capital fixe productif brut des sous-sections intermédiaires



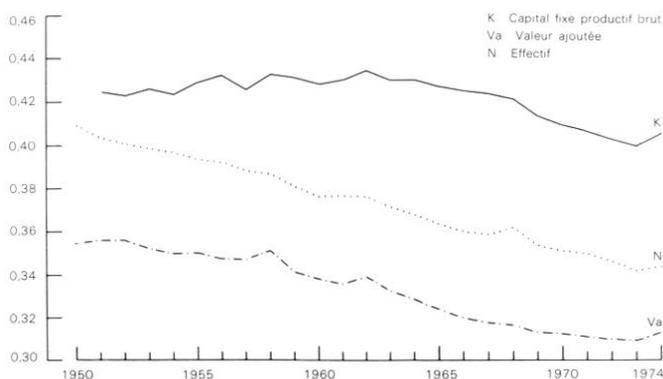
Graphique G35 : Productivité apparente du capital fixe productif brut des petites sections « nationales »



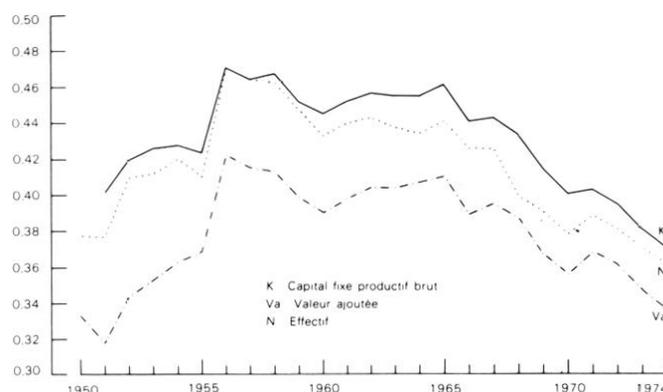
Graphique G36 : Part relative de la section intermédiaire dans les effectifs, l'investissement, le capital fixe de la grande section des biens d'équipement (s1^1/S1)



Graphique G37 : Part relative de la section intermédiaire dans l'investissement, le capital fixe, de la grande section des biens de consommation (s2^1/S2)



Graphique G38 : Part relative de la section intermédiaire dans les effectifs, l'investissement, le capital fixe de la grande section exportatrice (s2^2/S2)



sous-sections intermédiaires se retrouvent dans l'évolution des indicateurs, plus courants, de produit/capital (productivité apparente du capital fixe), très dissimilable (cf. graphique G34). Leur observation laisse supposer une détérioration très rapide dans s_2^1 (intermédiaires pour consommation) après une période de légère progression jusqu'au début des années 60; une élévation assez régulière dans s_2^2 (intermédiaires pour exportation) pendant une période un peu plus longue suivie d'une stabilisation (avec des tendances à la baisse); une croissance spectaculaire dans s_1^1 (intermédiaires pour équipement) jusqu'en 1964, puis le maintien à un niveau élevé. La lourdeur relative des sous-sections intermédiaires, et leur poids dans l'accumulation, s'en trouvent évidemment profondément modifiées. Cette hétérogénéité de l'évolution du ratio produit/capital ne se retrouve guère dans les petites sections finales beaucoup plus proches (cf. graphique G35). Le rôle des sous-sections intermédiaires, et donc des filières productives correspondantes (métallique, chimique, etc.), apparaît comme fondamental dans l'évolution des grandes sections et des grandeurs macroéconomiques correspondantes. Ainsi le poids relatif des sous-sections intermédiaires s_1^1 et s_2^1 dans leurs grandes sections S_1 et S_2 , évolue-t-il d'une manière bien différente (cf. graphiques G36, G37 et G38). La section des biens d'équipement S_1 est beaucoup plus lourde dans sa fraction intermédiaire (environ 60% du capital fixe) que les deux autres, alors que l'importance relative des parties intermédiaire et finale dans les effectifs ou la valeur ajoutée est à peu près semblable. Par contre, cet écart va plutôt en

diminuant dans S_1 , parce que la part de la sous-section intermédiaire dans les effectifs ou la valeur ajoutée reste stable, a même tendance à augmenter en fin de période, alors que celle du capital diminue tendanciellement ; les économies de capital fixe de la section des biens d'équipement S_1 sont surtout le fait de s_1^1 , de l'activité productive amont. Par contre, dans la section des biens de consommation S_2 , la part de s_2^2 dans les effectifs, ou la valeur ajoutée, ne cesse de décroître, celle du capital se maintenant jusqu'en 1962 puis diminuant comme les autres. Il y a donc dans la section des biens de consommation S_2 une diminution permanente de poids de l'activité productive intermédiaire qui joue un rôle considérable dans les gains de productivité et la possibilité de réduire l'effectif relatif de cette section. Mais on n'observe ce mouvement dans l'évolution de la part amont du capital qu'à partir de 1963. En d'autres termes, la grande section des biens de consommation S_2 , comme déjà observé, a plutôt été économe en consommations intermédiaires, S_1 (biens d'équipement) en capital fixe, cette différence s'étant jouée pour une large part au niveau des sous-sections intermédiaires, de la partie amont des filières de production.

Secteurs, branches, sections :
le poids des diverses branches
dans les sections est très différent
et explique leur hétérogénéité

Du fait de son appréhension globale des fonctions économiques (biens d'équipement destinés à la section des biens de consommation, biens intermédiaires destinés à la section des biens d'équipement, etc.), l'analyse en sections productives ne décompose pas les activités selon leur place à l'intérieur de ces fonctions générales. Sont ainsi intégrés sans distinction, production, commercialisation, transport, services, etc. Le croisement entre sections et branches permet de faire apparaître le poids et le rôle de ces diverses activités dans le système des sections. C'est un aspect essentiel de l'analyse du système productif.

Par ailleurs, l'analyse en sections saisit le capital productif dans sa globalité sans prendre en compte les modalités de sa reproduction, c'est-à-dire la lutte des capitaux et les formes de régulation auxquelles elle donne lieu. Ce qui est décrit ici, c'est à la fois le champ productif de la reproduction des capitaux fractionnés, et le résultat des affrontements (entre entreprises, avec les salariés) qui ont eu lieu. En d'autres termes, est analysé le champ de la régulation économique et son résultat (dans une certaine sphère) mais pas ses modalités. Pour avancer dans cette direction, il convient de croiser sections productives et formes de mise en valeur du capital, c'est-à-dire d'étudier sur quelles sections et sous-sections se sont développées telles ou telles formes de capital et les conséquences de ces liaisons, en particulier sur les prix. Faute de disposer des informations permettant d'aborder de front cette étude essentielle, une étape intermédiaire croisant sections et secteurs (ceux-ci étant définis en référence également aux modalités de mise en valeur du capital) fournit déjà des éléments d'analyse précieux.

Ne sont proposées ici que quelques ébauches légères de ce type de prolongement pour en montrer l'intérêt.

Le rôle joué par le développement
des « activités tertiaires »
dans la dynamique des sections
est essentiel

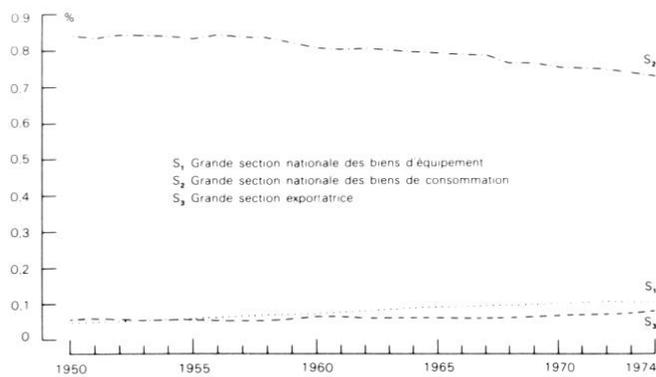
Dans la section des biens de consommation S_2 , près de 40% des actifs relèvent de la commercialisation et des services ; c'est évidemment une proportion très élevée et qui n'a cessé d'augmenter puisqu'elle était de 25% en 1950 (cf. graphique G40). Les effectifs de S_2 étant demeurés à peu près stables sur la période, il est facile d'en déduire que 15% des effectifs initiaux non « tertiaires » ont cédé la place à des ouvriers, employés, cadres et techniciens du « tertiaire » ou ont vu leur emploi se transformer ainsi. Il s'agit en particulier de paysans.

Dans la section des biens d'équipement S_1 , le pourcentage des actifs employés dans les services ou la commercialisation atteint 19% en 1974 [3] ce qui est une augmentation considérable par rapport aux proportions initiales (8% en 1950). Le niveau est beaucoup plus bas que dans S_2 , ce qui confirme l'intuition, mais en progression relativement plus rapide. La progression des effectifs reste surtout attribuable à des activités non tertiaires puisque l'augmentation totale est de 1,1 million d'actifs, dont 0,4 pour les activités tertiaires. La part du tertiaire dans les créations d'emplois est cependant importante (environ 40%) répartie à peu près également entre services et commerces (plus pour les services). Cette proportion reste à peu près constante sur toute la période.

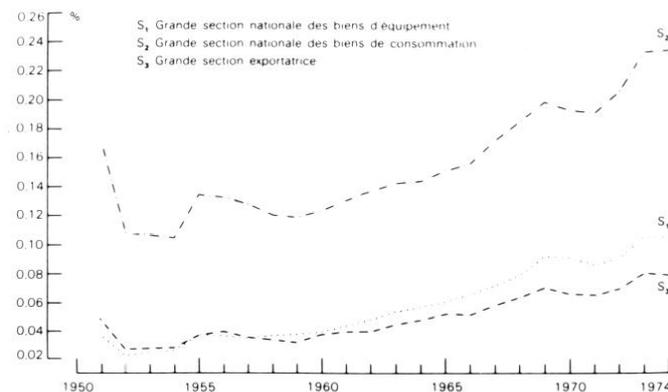
La section exportatrice S_3 présente une structure assez différente des deux autres : si l'ensemble des activités tertiaires y est d'un niveau relativement proche de la section des biens d'équipement S_1 , les proportions relatives des services et des commerces y sont très différentes, les premiers (services) l'emportant de très loin sur les seconds (commerces) tant en niveau (9,8% des effectifs en 74 contre 5,4% pour les commerces) qu'en progression (5,1% en 50 à 9,8% pour les premiers, 3,0% à 5,4% pour les commerces). Ces résultats sont assez conformes à l'intuition : la relative faiblesse des activités commerciales dans la section exportatrice s'explique assez bien par le fait qu'elles sont situées pour partie dans les pays d'accueil.

Ce poids très important des effectifs tertiaires dans la section des biens de consommation S_2 en fin de période (40% des actifs) ne peut manquer d'avoir des conséquences sur l'aptitude à y dégager des gains de productivité du travail. Ces gains sont en effet plus faibles dans les services et les commerces que dans les activités industrielles. Ceci est particulièrement vrai de la petite section finale (s_2) dans laquelle pratiquement 60% des emplois sont de type tertiaire (mais seulement 20% dans la partie intermédiaire s_2^1). On s'explique ainsi mieux le déplacement progressif des gains de productivité de la partie finale de la section 2 (s_2) à la partie intermédiaire (s_2^1) qui tire, comme nous le remarquons, la productivité dans cette section (cf. graphique G27). Doit-on y voir également l'une des causes du coût d'obtention élevé (en équipements) de ces gains de productivité, et donc des caractéristiques de la période, de certains traits du régime d'accumulation d'après-guerre, des difficultés de sa poursuite durable ? Ce serait certainement trop rapide et trop mécanique d'autant que l'extension des ser-

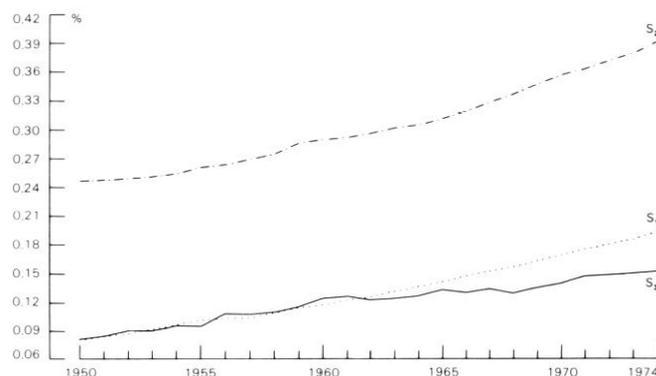
Graphique G39 : Répartition des effectifs de la branche « services - commerces » par grandes sections nationales (S_1 , S_2 , S_3)



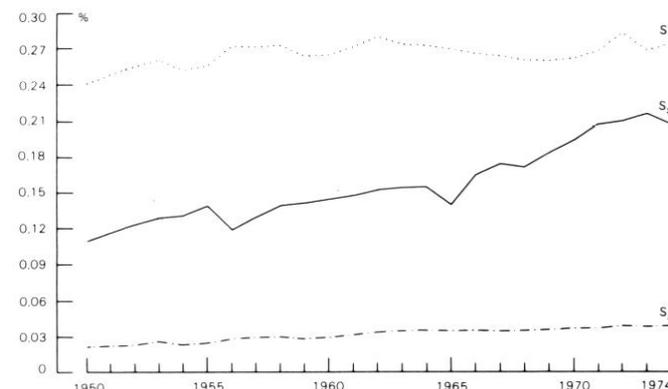
Graphique G43 : Part de la branche « services » dans la Fbc de grandes sections (S_1 , S_2 , S_3)



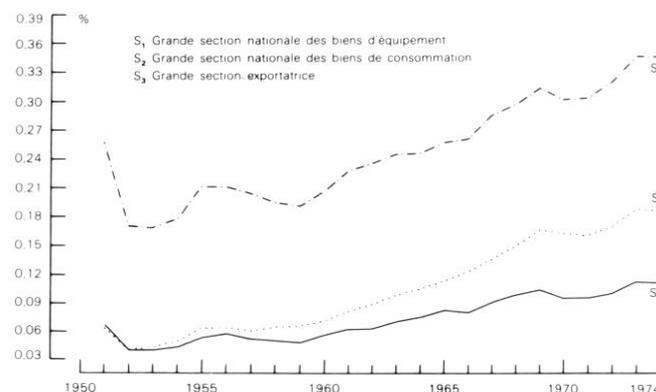
Graphique G40 : Effectif (%) des grandes sections (S_1 , S_2 , S_3) dans les activités tertiaires (services - commerces)



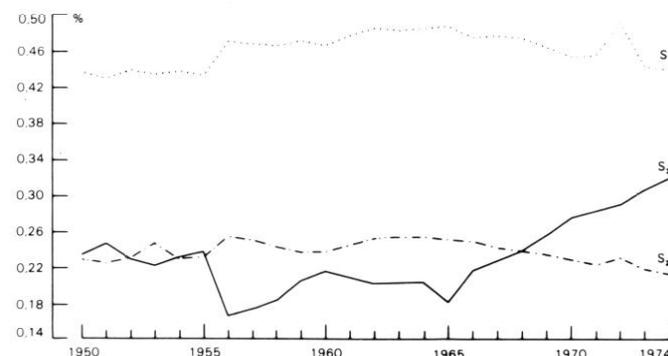
Graphique G44 : Effectif (%) des grandes sections dans la branche « biens d'équipement »



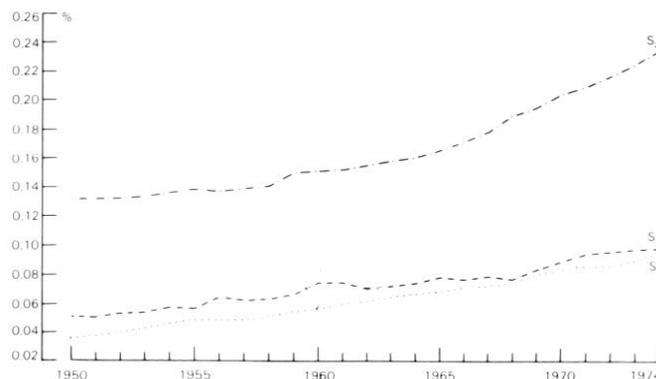
Graphique G41 : Fbc des grandes sections (S_1 , S_2 , S_3) dans les activités tertiaires (services - commerces)



Graphique G45 : Répartition des effectifs de la branche « biens d'équipement » par grandes sections (S_1 , S_2 , S_3)



Graphique G42 : Part de la branche « services » dans les effectifs des grandes sections (S_1 , S_2 , S_3)



vices n'a pas les mêmes conséquences ni les mêmes caractéristiques que celles des activités commerciales (cf. G40 à G43), elle est en particulier plus coûteuse en capital (s'agit-il d'un effet de la location-bail ?).

Et le secteur des biens d'équipement ?

Alors que le régime central d'accumulation de l'après-guerre est caractérisé par l'extension plus rapide de la section des biens d'équipement, il est intéressant d'essayer de situer le secteur (ou la branche) des biens d'équipement (au sens de l'Insée, définition Desrosières) [4] dans cette évolution. C'est l'objet des graphiques G44 et G45.

On constate une grande permanence de la part des effectifs de la section des biens d'équipement S_1 , employés dans la branche des biens d'équipement ainsi définie ; un petit peu plus de 25% (cf. graphique G44). Il n'y a pas, de ce point de vue, de transformation structurelle de la section des biens d'équipement. A l'inverse, la part des effectifs du secteur des biens d'équipement employés dans la section S_1 (ayant donc pour débouché l'investissement productif) est un peu moins stable, légèrement croissante jusqu'en 1965, tendanciellement décroissante ensuite, oscillant au total entre 45 et 50%.

S'agissant de la section S_2 , on ne peut qu'être frappé par la très faible part du secteur des biens d'équipement : moins de 5% des effectifs de la section S_2 (cf. graphique G44). L'importance du secteur des biens d'équipement dans le coût de la consommation va croissant, certes, mais reste très faible. C'est un résultat surprenant. Par contre, la consommation intérieure est un débouché important du secteur des biens d'équipement (cf. graphique G45 : environ 25%) : légèrement croissant jusqu'en 64, puis nettement décroissant.

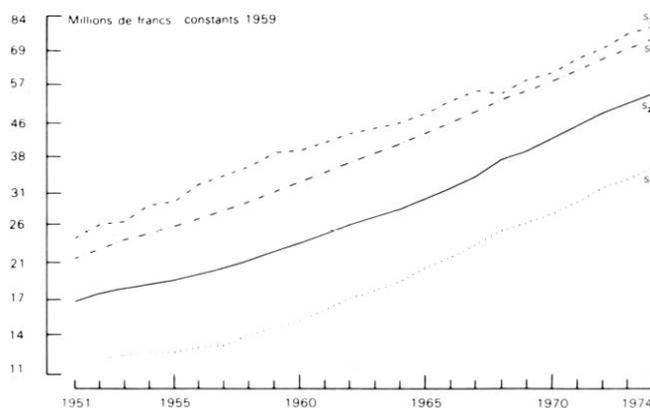
Les transformations les plus importantes ont trait à la section exportatrice. D'une part, il y a une augmentation constante de la part de la branche des biens d'équipement dans les emplois à l'exportation, qui passe de 11% en 1950 à 22% en 1973 (21% en 1974) avec une accélération à partir de 66. Cette progression est plus rapide que celle des effectifs de la section des biens d'équipement S_1 dans l'activité globale (16% en 1950, 24% en 1974), signe d'une spécialisation progressive, très relative, à l'exportation. Mais il y a en fait deux périodes bien typées : jusqu'en 1965, la dynamique du secteur des biens d'équipement est fondée sur le marché intérieur, des biens d'équipement surtout, mais aussi celui des biens de consommation (cf. graphique G45). Après 65 l'exportation assure l'essentiel de la croissance du secteur des biens d'équipement. On retrouve là, pour le secteur le plus dynamique de l'économie, les transformations fondamentales de la seconde moitié des années 60.

La section exportatrice est beaucoup plus « lourde » qu'on ne le pense habituellement

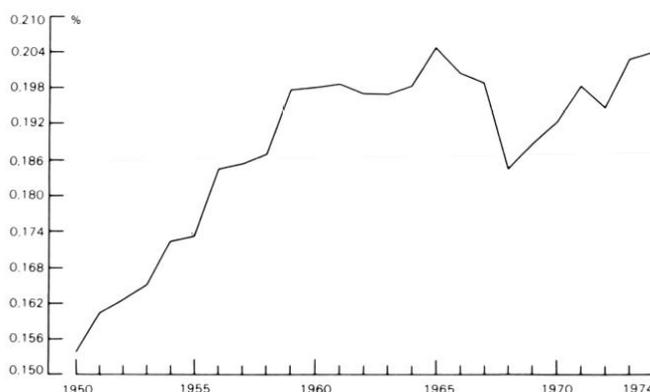
A l'examen des différentes caractéristiques de la section exportatrice S_3 , ce qui frappe le plus, c'est sa lourdeur. Qu'on s'intéresse à la « composition-travail » (cf. graphique G17), au ratio Formation brute de capital fixe/Valeur ajoutée (Fbcf/Va) (cf. graphique G33) au capital par tête (cf. graphique G46), à la petite ou à la grande section exportatrice, la convergence des indicateurs ne laisse pas de doute. Les exportations françaises ne concernent pas le panier moyen du français mais des produits « lourds », qu'il s'agisse de la fraction la plus « moderne » de la fabrication de biens d'équipement, intermédiaires, ou de consommation, ou qu'il s'agisse de la partie la plus capitaliste de ces activités, ou d'un mélange de ces deux possibilités (cf. graphique G47).

Ce caractère ne fait que s'accroître, du moins jusqu'en 1962. L'écart se creuse alors de plus en plus entre la

Graphique G46 : Capital par tête (francs constants 1959) par petites sections « nationales »



Graphique G47 : Effectif (%) de la section exportatrice (S_3), appartenant à la branche « biens intermédiaires »



section exportatrice et le reste de l'économie. On est donc fondé à penser que pendant cette période se précisent les caractéristiques essentielles des exportations françaises, leur spécialisation dans les produits « lourds », en particulier dans les biens intermédiaires. Le fait que le capital par tête de la petite section exportatrice S_3 soit légèrement supérieur à celui de la section intermédiaire S_1 , que le ratio Fbcf/Va y demeure égal ou supérieur à celui des diverses sous-sections intermédiaires, confirme cette hypothèse.

L'alourdissement important jusqu'en 62 n'entraîne pas pour autant une détérioration des conditions de la rentabilisation du capital autant qu'on puisse en juger à travers les ratios produit/capital (cf. graphiques G34, G35), ceci ni en amont du processus productif ni en aval.

Le caractère lourd de la section exportatrice joue un rôle essentiel après 1969-1970 lorsque les débouchés de l'accumulation dans la section des biens de consommation S_2 s'estompent : le relais est assuré temporairement par la section exportatrice. Mais elle ne peut pallier aux défaillances de la section S_2 que très temporairement, pendant sa phase de boom initial (cf. graphique G20). Passée la première vague de gros investissements destinés à l'exportation, le manque de débouchés se fait cruellement sentir dans la section des biens d'équipement S_1 et l'on rentre dans un cercle vicieux stagflationniste conjuguant difficultés de rentabilisation de l'ensemble du capital immobilisé, les hausses de prix conséquentes, le chômage corollaire (fin de croissance de S_1), et les effets cumulatifs correspondants.

Conclusion

Cette étude comprend deux aspects : la construction d'un instrument macroéconomique original d'observation et de classement des faits économiques, l'utilisation de cet instrument afin de comprendre et d'interpréter les traits essentiels de la croissance et de l'accumulation en France depuis la guerre. Il y a donc une double série de critiques et de prolongements, les uns concernant l'instrument et son élaboration proprement dits, les autres son emploi et les conclusions qui en sont issues.

L'instrument

Son objet est d'établir un lien entre les fonctions macroéconomiques fondamentales (il s'agit ici de l'accumulation et de la consommation) et le système productif, à travers une utilisation particulière des tableaux entrées-sorties. Ce rôle permet de comprendre les conséquences des principales évolutions macroéconomiques sur le système productif et, à l'inverse, celles des conditions de production sur les grandeurs économiques essentielles. Il y a d'abord toutes celles déjà signalées, concernant les diverses frontières de l'activité économique : sphères capitaliste, marchande, collectivisée, domestique, etc. Tout approfondissement de l'instrument créé implique de croiser effectivement ces délimitations avec le découpage sectoriel. L'absence de distinction entre les composants de la consommation qui ne sont pas les mêmes pour toutes les couches de la société, est également une lacune importante qui affaiblit, ou limite, certains des commentaires qui sont proposés.

De la même façon, le capital n'est pas saisi dans sa reproduction fractionnée et contradictoire, mais dans sa globalité : la lutte des capitaux autonomes, leur place différenciée dans la production ou le cycle du capital, ne sont pas pris en compte, du moins pas directement. Ce sont les contraintes de l'accumulation qui sont saisies, les résultats de leur résolution, s'agissant du passé, les problèmes qui se posent, s'agissant du futur ; mais les modalités de la résolution, le mode de régulation de l'économie, ses caractéristiques institutionnelles en particulier, ne sont pas appréhendés directement mais seulement leur résultat. Comme pour tout instrument comptable il y a l'énoncé d'un problème et sa solution (le résultat), mais pas, à proprement parler, le mode d'explication. Ceci implique d'une part la construction du modèle correspondant, d'autre part d'associer à l'analyse en sections productives l'étude des formes d'organisation et de résolution des contradictions entre capitaux

engagés de manière autonome et différenciée dans l'économie, entre détenteurs de capitaux et travailleurs également.

A ces limites de principe qui ne sont pas celles de l'instrument lui-même, mais du stade actuel de son élaboration et de son utilisation, s'ajoutent celles, graves, de l'appareil statistique et de ses lacunes. Les tableaux entrées-sorties, les matrices de contenu en importation utilisés ont une signification et une fiabilité limitées. Leur emploi systématique doit engager à la prudence. Et il est certain que nous touchons ici, s'agissant en particulier des sous-sections intermédiaires, les limites de l'appareil statistique. Il n'y a pas cependant, dans les résultats actuels, d'indices d'incohérence ou d'invraisemblance conduisant à supposer que ces limites aient été évidemment franchies.

Rappelons enfin qu'une hypothèse centrale préside à l'élaboration des données sectionnelles, celle d'une répartition homogène et proportionnelle des caractéristiques productives des branches selon la destination des produits.

La croissance française dans l'après-guerre

L'observation des résultats du classement des activités productives en sections a permis de faire apparaître des phases très typées dans l'accumulation et dans l'internationalisation de l'économie française. S'agissant de l'accumulation une première transformation importante a lieu au milieu des années 50, une deuxième à la fin des années 60, la période 55-70 apparaissant comme exemplaire et centrale : elle est caractérisée par un alourdissement régulier et rapide de la section 2 des biens de consommation permettant, grâce aux transformations des conditions de production et de distribution correspondantes, des gains de productivité importants, mais impliquant une extension plus vive, inégale, de la section 1 des biens d'équipement, dont le débouché principal et dynamique demeurerait la section 2 des biens de consommation.

Le système des prix relatifs, initialement favorable à la section 1 des biens d'équipement, facilitait ces modalités de la croissance tout en préservant une certaine souplesse qui se traduisait par une cession permanente de valeur de la section 1 à la section 2 stimulant progressivement l'investissement indispensable dans la section 2 des biens de consommation.

Une analyse plus approfondie du système productif a permis de constater que ces faits pouvaient être reliés en particulier aux caractéristiques productives des biens intermédiaires destinés à être transformés en biens de consommation (opposition entre les filières, plutôt chimiques, des biens de consommation et celles, principalement métalliques, des biens d'équipement), de même qu'aux conditions propres à leur distribution (importance très grande et croissante des activités tertiaires dans la section 2).

Mieux analyser l'origine et les conséquences de ces modalités de l'accumulation est indispensable (selon nous) pour comprendre son efficacité réelle mais temporaire et les difficultés auxquelles elles ont conduit en créant une contradiction grandissante entre la nécessité d'étendre les débouchés de l'accumulation

(en l'occurrence dans la section des biens de consommation) et celle de générer toujours plus de profits, contrepartie de l'extension inégale de la section des biens d'équipement. D'une manière très sommaire cette dernière voie, l'augmentation des profits, a été celle du milieu des années 60, du plan de stabilisation de 1963, et elle avait pour corollaire la recherche de débouchés à l'extérieur, qu'elle contribuait à préparer. L'explosion revendicative qui suivit 68, concomitante avec la nouvelle phase, nécessaire et recherchée, de l'internationalisation de l'économie française, permettait de sortir temporairement des difficultés précédentes à travers un « boom » économique, mais renvoyait aux difficultés de la première voie caractérisée par une insuffisance relative des profits. Elle débouchait assez naturellement sur le chômage (extension insuffisante de la section des biens d'équipement \bar{S}_1 , seule section à créer des emplois nets dans ce régime d'accumulation) et l'inflation (conséquence de la nécessité de « rétablir » les profits, c'est-à-dire, dans ces modalités de la croissance, de les augmenter), à terme donc sur une crise conjuguant dangereusement les deux, c'est-à-dire la stagflation. Ces difficultés étaient probablement entretenues par l'évolution progressive du système des prix relatifs qui n'était plus favorable à la section 1 des biens d'équipement et donc au régime de croissance antérieure, d'autant plus que cette section semblait présenter les signes d'une nouvelle phase possible d'alourdissement.

Ces caractéristiques fondamentales mais très générales de l'accumulation en France appellent évidemment de très nombreux compléments pour en comprendre les conséquences réelles. En effet, il existe des moyens multiples de repousser ces difficultés, qu'il s'agisse des transformations dans l'organisation du travail (extension du travail posté), des modalités du financement de l'accumulation, du fonctionnement du système monétaire, des dépenses de l'Etat, des dégrèvements et de l'aide fiscale à l'investissement, de la prise en charge publique de certaines dépenses ou activités économiques, de même la rémunération inégale de diverses formes du capital, bancaire, commercial, industriel, sa concentration, en particulier financière, la disparition ou la stabilisation et la subordination des formes précapitalistes ou du petit capital ; la répartition des revenus entre les diverses couches sociales, le type d'activité qu'elle permet de développer ; enfin la place du système productif français dans l'économie mondiale, les relations inégales de domination ou au contraire de subordination qu'elle entraîne, ses conséquences en général, jouent également un rôle central.

Le caractère contradictoire du régime d'accumulation de la période 55-70 n'entraînait pas pour autant sa disparition, mais plutôt des transformations économiques nombreuses, permanentes assez profondes qui lui assuraient par là même une dynamique forte. Mais le fait que ces contradictions aient pu être repoussées dans le temps ou dans l'espace (internationalisation) ne signifie pas qu'elles aient été effacées. La recherche de plus en plus systématique, explosive à partir de 1968, de débouchés à l'extérieur, présentait certes l'avantage d'éliminer, au moins en apparence, ces difficultés internes, en séparant plus nettement la question de l'extension des débouchés et celle de l'augmentation de la part des profits. Mais ce mode de résolution, vers l'extérieur, des contrain-

tes intérieures risquait bien de n'être qu'un élargissement, un déplacement, et une transformation des problèmes, des frontières nationales à l'ensemble des économies occidentales, alors qu'un grand nombre d'entre elles semblait rechercher le même genre de solution. Cette évolution était d'autant plus périlleuse que les instruments de politique économique et de régulation qui existent dans chaque nation, sont assez largement absents, et plus difficiles, à mettre en place, au niveau mondial. Elle présente en outre une faible réversibilité, dès lors qu'elle atteint les profondeurs de l'appareil de production, qui en fait un processus présentant des tendances cumulatives fortes.

La caractérisation des phases de l'accumulation et de l'internationalisation depuis la guerre renvoie donc à une série d'investigations relativement précises et surtout liées, coordonnées. Les unes ont trait aux instruments de la régulation économique, tels qu'ils peuvent apparaître dans l'énumération donnée plus haut, à leur rôle, à leur aptitude à répondre aux problèmes qui se posent au cours de chaque phase. La deuxième grande voie de recherche est celle du fondement des phases de l'accumulation, en particulier du régime de l'extension inégale de la période 55-70 : doit-on y voir la fin d'une période des gains de productivité faciles de l'immédiat après-guerre, les conséquences de nouvelles formes d'organisation de la production dans certaines branches (automation, parcellisation, nouvelles formes d'organisation du travail, etc.), où des résistances ouvrières à ces transformations ?

Doit-on comprendre l'alourdissement de la section 2 comme un simple rattrapage de la section 1 lié à une transformation plus tardive, comme le suggéreraient les indicateurs correspondants ? D'une manière plus indirecte, est-il possible de mieux caractériser le rapport entre transformation des conditions d'existence des salariés, des productions en général (mobilité géographique, professionnelle, sectorielle, familiale même, modes de vie urbains et ruraux, etc.) et gains de productivité dans la section 2 des biens de consommation ?

Certaines utilisations un peu plus fines de l'appareil sectionnel permettent d'avancer dans ces diverses voies : nous l'avons à peine ébauché à titre d'exemple sous la forme d'un début d'analyse croisée en sections et en branches, ou d'une caractérisation de certaines filières de production.

De même, la mise en évidence dans le système des sections de phases de l'internationalisation a fait apparaître les transformations profondes qu'a connues le système productif français après une période de croissance autocentrée (jusqu'en 57) puis de premières formes de spécialisation (construction d'une section intermédiaire forte, internationalisation des biens d'équipement jusqu'en 65), enfin une internationalisation générale et très rapide du noyau du système productif, accélérée à partir de 68 et touchant alors l'économie dans son fonctionnement à tous les niveaux, transformant de ce fait les conséquences intimes des instruments de la politique économique dans leurs liens avec le système productif national, créant peut-être, on l'a vu, une sorte de cercle vicieux de l'internationalisation, qui serait en même temps un cercle vicieux de la stagflation.

Répondre à ces questions, au niveau macroéconomique comme à celui du système productif, suivre les voies d'approfondissement ainsi proposées devrait permettre de mieux caractériser la crise actuelle, ses formes nationales et internationales, et son dénouement.

Page 8

[1] Cf. « Rotation du capital circulant et rentabilité » – H. Bertrand, A. Fauqueur : Revue Economique - Mars 1978.

Dans cette étude est proposé, en particulier, un traitement du problème des durées de rotation.

Page 19

[2] Le glissement des prix, p , est l'indicateur de l'inflation apparente (la valse des étiquettes). Mais pour mesurer l'inflation réelle il faut prendre en compte le contenu en travail de la production, c'est-à-dire les gains de productivité. La dévalorisation de la monnaie doit être mesurée non par rapport au « volume » (p), mais par rapport au travail social ($p + \Pi$). C'est ce qui est fait ici.

Page 30

[3] La méthode statistique adoptée pour répartir les activités commerciales entre les sections conduit sans doute à une surestimation de leur poids dans S_1 et à une sous-estimation dans S_2 .

Page 31

[4] Cette branche « macroéconomique » regroupe les branches suivantes : construction mécanique, construction électrique, automobile, navale et aéronautique.

Annexe

Une formalisation du découpage sectionnel de H. Bertrand par F. Rocherieux, assistant en économie, Paris IX Dauphine

Le découpage sectionnel peut être formalisé simplement à l'aide des concepts habituels de l'analyse interindustrielle dont il constitue une utilisation particulière

Décomposabilité de la production

Soit le modèle ouvert de Léontiev, traditionnellement représenté, si l'on excepte le commerce extérieur, par :

$$X = A X + Y \quad (1) \quad , \quad \text{où}$$

$X = (X_i)$, vecteur (n, 1) des productions, i et $j = (1, n)$

$A = (a_{ij})$, matrice (n, n) des coefficients techniques, avec $a_{ij} = X_{ij}/X_i$ et X_{ij} = consommation intermédiaire de la branche j en produit i .

$Y = (Y_i)$, vecteur (n, 1) de la demande finale

La production X servant à satisfaire la demande finale Y , on peut écrire, si le système est productif (cas habituel des Tei) :

$$X = (I - A)^{-1} Y \quad (2)$$

Les propriétés de linéarité du modèle (2) permettent de décomposer ce système. En effet, si Y^f est la composante f de la demande finale, on obtient :

$$X = (I - A)^{-1} \sum_f Y^f \quad (3)$$

Si l'on suppose l'homogénéité de chaque produit, quelle que soit sa destination, la valeur produite peut être répartie selon sa contribution à chaque composante de la demande finale.

En appelant X^f , la part de la production nécessaire pour « livrer » Y^f à la consommation finale, on peut alors écrire :

$$X^f = (I - A)^{-1} Y^f \quad (4) \quad \text{et} \quad X = \sum_f X^f$$

Passage aux sections

Si l'on retient dans la demande finale les deux destinations économiques fondamentales de la production que sont d'une part, l'accumulation (section I), d'autre part la consommation des ménages (section II), le découpage bi-sectionnel apparaît comme un cas particulier de l'équation (4).

Il faut donc simplement agréger « en ligne » l'équation matricielle (4), où $f = (I, II)$ représente les deux sections. On obtient alors :

$$S^I = U \cdot (I - A)^{-1} Y^I \quad \text{où} \quad U = \begin{pmatrix} 1 \\ \vdots \end{pmatrix}, \quad \text{vecteur (n, 1) de sommation,}$$

$$S^{II} = U \cdot (I - A)^{-1} Y^{II} \quad (5) \quad \text{et les « primes » désignent les matrices transposées.}$$

On vérifie bien sûr que

$$\bar{X} = U \cdot X = S^I + S^{II} \quad \text{où} \quad \bar{X}, \quad \text{scalaire, est la valeur de la production totale du système économique.}$$

Calcul empirique

Obtenir le système (5) suppose la réduction de la demande finale à deux composantes et donc une hypothèse de répartition homogène des caractéristiques productives des produits selon leur destination. Il semble donc naturel d'utiliser à cette fin, la matrice de destination B , telle que :

$$B = (b_{ij}) = (X_{ij}/X_i) \quad \text{où} \quad b_{ij} \quad \text{représente la part de produit } i \quad \text{utilisée par la branche } j$$

Si l'on pose

$$Y^I = \hat{X}^{-1} Y^I \quad \text{où} \quad Y^I = (y_i^I) \quad (\text{resp. } y_i^{II}), \quad \text{vecteur (n, 1) tel que } y_i^I = Y_i^I/X_i, \quad \text{part de la production allant à la composante (resp. II)}$$

$$Y^{II} = \hat{X}^{-1} Y^{II} \quad (6)$$

et \hat{X} = matrice diagonale des productions

On démontre facilement que le calcul itératif mis en œuvre revient à utiliser le modèle suivant

$$S^I = X \cdot (I - B)^{-1} Y^I \quad (\text{soit respectivement } \bar{S}_1 \text{ et } \bar{S}_2 \text{ dans l'étude de H. Bertrand})$$

$$S^{II} = X \cdot (I - B)^{-1} Y^{II}$$

Le passage entre (5) et (7) est immédiat, car

$$A = \hat{X}^{-1} B \hat{X}^{-1}$$

d'où, avec (6), et pour S^I (resp. S^{II}), l'équation (5) devient

$$S^I = U \cdot (\hat{X}^{-1} \hat{X}^{-1} \cdot X \cdot B \hat{X}^{-1})^{-1} \hat{X}^{-1} Y^I$$

$$\text{soit } S^I = U \cdot \hat{X} \cdot (I - B)^{-1} Y^I$$

Comme $U \cdot \hat{X} = X$, on retrouve (7).

L'utilisation de (5) ou (7) est donc en théorie indifférente. Mais le modèle (7), qui utilise la matrice de destination B , semble empiriquement mieux adapté à la logique de l'analyse en sections.

Si l'on introduit maintenant le commerce extérieur dans le modèle, une difficulté méthodologique importante apparaît : la partie exportée de la production « sortant » du système n'est pas affectable directement aux sections.

Traitement du commerce extérieur

L'hypothèse retenue ici est de répartir les exportations entre les deux sections, au prorata de la destination correspondante des importations : on considère donc que la contribution productive des importations est représentée par leur « coût » en exportations.

En décomposant chaque produit selon son origine nationale (N), et importée (J), on substitue à l'équation (1), le système :

$$X = A^N X + Y^N \quad (8) \quad A^N : \text{matrice des coefficients techniques nationaux}$$

$M = A^J X + Y^J \quad (9) \quad A^J$: matrice des coefficients techniques pour les biens importés où $M = (M_i)$ vecteur (n, 1) des importations par produits avec :

$$A = A^N + A^J, \quad Y = Y^N + Y^J \quad \text{et} \quad X + M = A X + Y$$

L'équation (8) se sépare alors en trois sections « nationales » :

$$S^{NI} = U \cdot (I - A^N)^{-1} Y^{NI} \quad (10) \quad (\text{soit respectivement } S_1, S_2, S_3)$$

$$S^{NII} = U \cdot (I - A^N)^{-1} Y^{NII} \quad (11) \quad \text{ce l'étude précitée)}$$

$$S^E = U \cdot (I - A^N)^{-1} Y^E \quad (12)$$

où S^E représente la section exportatrice et $Y^E = (y_i^E)$ le vecteur (n, 1) des exportations, nettes de réexportation directe d'imports.

Il s'agit de répartir S^E entre S^I et S^{II} , ce qui suppose en application de l'hypothèse faite, le calcul de la répartition des imports entre S^I et S^{II} .

On décompose alors (9), avec $X = (I - A^N)^{-1} (Y^{NI} + Y^{NII} + Y^{NE})$

$$M^I = A^J (I - A^N)^{-1} Y^I + Y^{JI} \quad (13)$$

$$M^{II} = A^J (I - A^N)^{-1} Y^{II} + Y^{JII} \quad (14)$$

$$M^E = A^J (I - A^N)^{-1} Y^E \quad (15)$$

Comme M^E (imports incorporés aux exportations) est par hypothèse, réparti entre S^I et S^{II} selon les coefficients de partage des imports, recherchés ici, on aura :

$$j^I = \bar{M}^I / (\bar{M}^I + \bar{M}^{II}) \quad (16) \quad \text{où} \quad \bar{M}^I \quad (\text{resp. } \bar{M}^{II}) = U \cdot M^I \quad (\text{resp. } U \cdot M^{II})$$

$$j^{II} = \bar{M}^{II} / (\bar{M}^I + \bar{M}^{II}) \quad (17) \quad \text{et } j^I \text{ et } j^{II} \text{ représentent les coefficients de partage des importations entre } S^I \text{ et } S^{II}$$

$$\text{avec } j^I + j^{II} = 1$$

Le résultat de la répartition en section sera alors :

$$S^I = S^{NI} + j^I S^E \quad (18) \quad (\text{soit respectivement } \bar{S}_1, \bar{S}_2 \text{ dans l'étude précitée})$$

$$S^{II} = S^{NII} + j^{II} S^E \quad (19)$$

Un calcul identique à celui du passage entre (5) et (7) montre que :

$$\bar{M}^I = X \cdot (I - B^N)^{-1} Y^{NI} + \bar{Y}^{JI} \quad (20)$$

$$\bar{M}^{II} = X \cdot (I - B^N)^{-1} Y^{NII} + \bar{Y}^{JII} \quad (21)$$

où \bar{Y}^{JI} , \bar{Y}^{JII} désignent les importations directes de S^I et S^{II} ,

et $X^J = (X_i^J)$, est le vecteur (n, 1) des importations des branches.

La procédure de calcul, utilisant B apparaît ici encore plus directe.

Cette formalisation, qui aboutit au modèle (18, 19), n'épuise pas les nombreuses autres difficultés de mise en œuvre empirique, mais le traitement du commerce extérieur retenu apparaît en accord avec ce qui est l'objectif essentiel de l'analyse en section, la reproduction économique d'ensemble du système productif.